



Gazette officielle du Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 9 SEPTEMBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 9TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Air Vent Sheet Metal Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1944, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, avocat, Annie McNamee, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Alice Axelrod, secrétaire, de la cité d'Outremont, les deux dernières, filles majeures, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire, inventer, produire, acheter, importer, exporter, améliorer, réparer, vendre, louer, arrenter, exploiter et faire le commerce de machinerie et matériaux de toutes sortes, et d'appareils, dispositifs, instruments, attirail, machines, pièces de machines et accessoires d'icelles et améliorations de toutes sortes relativement à la machinerie de tout genre et à tous matériaux y employés, sous le nom de "Air Vent Sheet Metal Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cents actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune et 90 actions privilégiées de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Air Vent Sheet Metal Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1944, incorporating: Manuel A. Mendell, advocate, Annie McNamee, stenographer, both of the City of Montreal, and Alice Axelrod, secretary, of the City of Outremont, the two latter spinsters of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, devise, produce, purchase, import, export, alter, repair, sell, lease, hire, operate and deal in machinery and supplies of all kinds, and apparatus, appliances, implements, equipment, machines, machine parts and accessories thereof and improvements of all kinds in connection with machinery of any kind and all materials used thereon, under the name of "Air Vent Sheet Metal Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into 400 common shares of one hundred dollars (\$100.00) each and 90 preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7185 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7185-o Deputy Attorney General.

"Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juillet 1944, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, avocat, Annie McNamee, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, Alice Axelrod, secrétaire, de la cité d'Outremont, les deux dernières, filles majeures, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce comme manufacturiers, dessinateurs, producteurs, préparateurs de procédés, exploiters, négociants, importateurs et exportateurs, marchands et trafiquants d'aucune et de toutes sortes et tous genres de machines-outils, matrices, cribles, jauges et forges pour la fabrication du fer, de l'acier et des métaux, machinerie d'usine, dispositifs, appareils, instruments, accessoires et outillage et toutes parties et accessoires d'iceux, sous le nom de "Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7186 L. DÉSILETS.

"Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1944, incorporating: Manuel A. Mendell, advocate, Annie McNamee, stenographer, both of the City of Montreal, Alice Axelrod, secretary, of the City of Outremont, the two latter spinsters of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, designers, producers, processors, operators, jobbers, importers and exporters, merchants and dealers in any and all kinds and types and machine tools, dies, jigs, gauges and iron, steel and metal works, plant machinery, implements, apparatus, instruments, appliances and equipment and any parts and accessories therefor, under the name of "Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7186-o Deputy Attorney General.

"American Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize juillet 1944, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et Sarah Miller, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, vêtements pour dames et messieurs, habits et fournitures de toutes sortes et descriptions et matières premières utilisées en icelles ou pour icelles, et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail sous le nom de "American Sportswear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7187 L. DÉSILETS.

"American Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of July, 1944, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and Sarah Miller, spinster, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "American Sportswear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7187-o Deputy Attorney General.

"Cogan Metal Products Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en corporation: Richard Anthony Cogan, Leo James Cogan, manufacturiers, Paul Décarie, David Rothenberg, comptables, Julia Shelley, veuve de Thomas Cogan, manufacturier, Agnes Marion Cogan, épouse séparée de biens de Leo Owen Larkin, vendeur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roger Lacoste, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, échanger et faire le commerce du fer, de l'acier, du bronze et tous autres métaux: du minerai aux produits finis d'icelui;

Manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, échanger et faire le commerce du plastique et des produits du plastique, bois et produits du bois, papiers et produits du papier, sous le nom de "Cogan Metal Products Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7188

L. DÉSILETS.

"Cogan Metal Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Richard Anthony Cogan, Leo James Cogan, manufacturers, Paul Decarie, David Rothenberg, accountants, Julia Shelley, widow of Thomas Cogan, manufacturer, Agnes Marion Cogan, wife separate as to property of Leo Owen Larkin, salesman, and duly authorized by him for these presents, and Roger Lacoste, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import and export, buy, sell, exchange and deal in iron, steel, brass and all other metals from the ore to the finished products thereof;

To manufacture, import and export, buy, sell, exchange and deal in plastics and plastic products, woods and wood products, papers and paper products, under the name of "Cogan Metal Products Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

7188-o

"Globe Shippers Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et Sarah Miller, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de textiles, lingerie, machinerie, meubles, chaussures et outils de cordonnier, quincaillerie, outillage mécanique et électrique, matériaux, métaux, matières chimiques, denrées alimentaires, cuir et produits du cuir, papier et carton, matières plastiques, articles de ménage, matériaux de construction, bois et produits du bois, caoutchouc et produits du caoutchouc, produits du verre, du fer et de l'acier, sous le nom de "Globe Shippers Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7189

L. DÉSILETS.

"Globe Shippers Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and Sarah Miller, spinster, stenographer, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in textiles, wearing apparel, machinery, furniture, shoes and shoe findings, hardware, mechanical and electrical equipment and supplies, metals, chemicals, food products, leather and leather products, paper and paper-board, plastic materials, household wares, building equipment, lumber and products of wood, rubber and rubber products, glassware and iron and steel products, under the name of "Globe Shippers Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

7189-o

"Howard Air Conditioning Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1944, constituant

"Howard Air Conditioning Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of July, 1944, incorporating: Ralph Erskin Allan,

en corporation: Ralph Erskin Allan, avocat et conseil en loi du Roi, Angus McLeod Murray, assistant-gérant, et Douglas Robert Hornsby comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à manufacturer, installer, réparer et faire le négoce de toutes sortes d'appareils de chauffage et d'air climatisé, automatiques ou autres;

Acquérir et prendre, en tout ou en partie, le commerce exercé actuellement en la cité de Montréal, Province de Québec, sous les nom et raison sociale de "Howard Automatic Heat & Airconditioning", et tout ou aucune partie de l'actif et du passif du propriétaire du commerce y connexe, et de les payer au comptant ou par l'émission et le partage d'actions du capital-actions de la compagnie, ou les deux, sous le nom de "Howard Air conditioning Limited", avec un capital de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 4900 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2100, avenue Girouard, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7190

L. DÉSILETS.

advocate and King's Counsel, Angus McLeod Murray, assistant manager, and Douglas Robert Hornsby, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the business of manufacturing, installing, repairing and dealing in heating and airconditioning apparatus, automatic or otherwise, of all kinds;

To acquire and take over, in whole or in part, the business now carried on at the City of Montreal, in the Province of Quebec, under the style or firm of "Howard Automatic Heat & Airconditioning", and all or any of the assets and liabilities of the proprietor of that business in connection therewith and to pay for the same in cash or by the issue and allotment of shares of the Company's capital stock, or both, under the name of "Howard Air Conditioning Limited" with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into 4900 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at 2100 Girouard Ave., in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7190-o

Deputy Attorney General.

"Lucerne Textiles Novelties Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en, corporation: Abraham J. Rosenstein, avocat, Quennie Marcovitch, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Martha Glovinsky, sténographe, de la cité d'Outremont, les deux dernières filles majeures, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les opérations qui consistent à teindre et à imprimer les tissus, sous le nom, de "Lucerne Textiles Novelties Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,

7191

L. DÉSILETS.

"Lucerne Textiles Novelties Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Abraham J. Rosenstein, advocate, Quennie Marcovitch, secretary, both of the City of Montreal, and Martha Glovinsky, stenographer, of the City of Outremont, the two latter spinsters of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and operations of textile dyers and printers, under the name of "Lucerne Textiles Novelties Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,

7191-o

Deputy Attorney General.

"Mutual Sportswear Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze juillet 1944, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, tous deux avocats, et Louis A. Haber, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger et généralement exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce des robes, blouses, jupes, manteaux,

"Mutual Sportswear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July, 1944, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, both advocates, and Louis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring, and selling, or otherwise deal in ladies' dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, furs,

costumes, vêtements, fourrures pour dames, coupons, lainages, cotonnades et soie à la verge, et vêtements en général pour femmes, vêtements de sport, pantalons et vestons de sport, vêtements de tout-aller et lingerie de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer des produits fabriqués, importer et exporter les effets et marchandises susmentionnés, sous le nom de "Mutual Sportswear Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7192 L. DÉSILETS.

"Pencer Knitting Mills Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet 1944, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Queenie Marcovitch, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Martha Glovinsky, sténographe, de la cité d'Outremont, les deux dernières filles majeures, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre, acheter et généralement faire le commerce en gros et en détail des vêtements tricotés, vêtements de sport pour hommes, dames et enfants, et tous autres articles similaires qui peuvent être fabriqués de matières textiles, sous le nom de "Pencer Knitting Mills Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3575, boulevard St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7193 L. DÉSILETS.

"Savoy Drug Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en corporation: Harold Lande, avocat, Abraham Golden, enquêteur, et Harry Golden, huissier, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre, et distribuer des produits chimiques, des cosmétiques, des parfums, et tous autres produits alliés ou similaires, sous le nom de "Savoy Drug Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7194 L. DÉSILETS.

"Stanley Dress Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

remnants, woollens, cottons and silk by yard, and generally women's wearing apparel, sportswear, slacks, slack suits, casual and leisure garments and feminine wearing apparel of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of the manufactured products, import and export of the wares and merchandise aforementioned, under the name of "Mutual Sportswear Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7192-o Deputy Attorney General.

"Pencer Knitting Mills Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1944, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Queenie Marcovitch, secretary, both of the City of Montréal, and Martha Glovinsky, stenographer, of the City of Outremont, the two latter spinsters of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy and generally deal in both wholesale and retail, in men's, ladies' and children's knitwear, sport clothing and all such other similar articles which can be manufactured from textiles, under the name of "Pencer Knitting Mills Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 3575 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7193-o Deputy Attorney General.

"Savoy Drug Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Harold Lande, advocate, Abraham Golden, investigator, and Harry Golden, bailiff, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell, and distribute chemicals, cosmetics, perfumes, and any other allied or similar products, under the name of "Savoy Drug Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7194-o Deputy Attorney General.

"Stanley Dress Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze juillet 1944, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, tous deux avocats, et Louis A. Haber, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger et exercer en général le commerce qui consiste à manufacturer, vendre ou autrement acquérir et vendre, ou autrement à faire le commerce de robes, blouses, jupes, manteaux, costumes, vêtements pour femmes, fourrures, coupons, lainages, cotonnades et soie à la verge, et, en général, lingerie, vêtements de sport, pantalons et vestons de sport, vêtements de tout-aller et lingerie de toute description pour femmes, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de produits manufacturés, importer et exporter les effets et marchandises susmentionnés, sous le nom de "Stanley Dress Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quinze juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7195 L. DÉSILETS.

"Waistcraft Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1944, constituant en corporation: Irving Bilmes, Abram Stoffmaker, vendeurs, et Morris Tanovitch, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exercer le commerce, importer, exporter en gros et en détail des robes pour enfants, dames et demoiselles, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes du soir, vêtements de toutes descriptions, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants; et marchands de lainages, soieries, coton et toutes autres sortes d'étoffes, garnitures, ornements et tous autres tissus, objets et commodités utilisés dans la fabrication des vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Waistcraft Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7196 L. DÉSILETS.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Chicoutimi, N° 10,925, Dans la Cour Supérieure. Dame Laurette Racine, de Jonquière, épouse commune en biens de Alfred Larouche, peintre de Jonquière, demanderesse; vs Alfred Larouche, peintre domicilié au numéro 266 de la rue St-Dominique, Jonquière, défendeur.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July, 1944, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, both advocates, and Louis A. Haber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring, and selling, or otherwise deal in ladies' dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, furs, remnants, woollens, cottons and silk by yard, and generally women's wearing apparel, sportswear, slacks, slack suits, casual and leisure garments and feminine wearing apparel of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of the manufactured products, import and export of the wares and merchandise aforementioned, under the name of "Stanley Dress Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7195-o Deputy Attorney General.

"Waistcraft Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1944, incorporating: Irving Bilmes, Abram Stoffmaker, salesmen, and Morris Tanovitch, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail; children's ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Waistcraft Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7196-o Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 10,925, In the Superior Court. Dame Laurette Racine, of Jonquière, wife common as to property of Alfred Larouche, painter of Jonquière, plaintiff; vs Alfred Larouche, painter, domiciled at No. 266 St-Dominique street, Jonquière, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Chicoutimi, le 5 septembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,
7202-o RAOUL GAGNON.

An action for separation as to property has been taken in this case.

Chicoutimi, September 5th, 1944.

7202 RAOUL GAGNON,
Attorney for plaintiff.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Employés en Tissage et Filature de Joliette, Incorporé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 août 1944.

Le siège du syndicat précité est situé à Joliette, dans le district de Joliette.

7197-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National de l'Industrie de la Construction de Kénogami Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 août 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Kénogami, dans le district de Chicoutimi.

7201-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 58", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 août 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Saint-Pamphile, dans le district de Montmagny.

7207-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique et National des Employés en Tissage et Filature de Joliette, Incorporé", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 28th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Joliette, district of Joliette.

7197 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat National de l'Industrie de la Construction de Kénogami Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 23rd, 1944.

The principal place of business of the said association is at Kénogami, district of Chicoutimi.

7201 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 58" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on August 23rd, 1944.

The principal place of business of the said association is at Saint-Pamphile, in the district of Montmagny.

7207 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Charte—Abandon de

Province de Québec

Requête du "Montreal Light Aeroplane Club Inc." pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la loi des Compagnies de la Province de Québec.

AVIS

Prenez avis que, suivant les dispositions de la loi des compagnies de la province de Québec, (Article 204, II^e partie et article 25, I^{ère} partie), le "Montreal Light Aeroplane Club Inc." s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, et pour faire annuler cette dernière à compter de la date qu'il aura lui-même déterminée.

Montréal, 30 août 1944.

7198-o Le procureur de Montreal Light Aeroplane Club Inc.,
F.-EUGÈNE THERRIEN.

Charter—Surrender of

Province of Quebec

In the matter of the application of "Montreal Light Aeroplane Club Inc." for the surrender of its charter under the Quebec Companies' Act.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Part III, section 204, (Part I, section 25), the Montreal Light Aeroplane Club Inc., hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council, for the acceptance of surrender of its Charter and its cancellation on and from a date fixed by him.

Dated at Montreal, August 30th, 1944.

7198-o F. EUGÈNE THERRIEN,
Attorney for Montreal Light Aeroplane Club Inc.

Demande à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que Saul Carolin, marchand; Jack Filler, entrepreneur électricien; Hyman Halickman, manufacturier; Jacob Isaac Kraminer, manufacturier; Jacob Margulis, marchand; Joseph Victor Richler, marchand; Max Rosen, marchand; Joseph Rosenblatt, marchand; Max Routtenberg, marchand; Abraham Yancovitch, marchand; tous des cité et district de Montréal; et Jacob Blanshay, manufacturier; Samuel Solomon Drazin, bourgeois; Isidore Jacob Charness, avocat; Max Garmaise, notaire; Max Greenberg, marchand; Harry Naimer, marchand; Issie Rohr, marchand; Abraham Rosen, pharmacien; et William Schechter, manufacturier; tous de la cité d'Outremont, district de Montréal; et Ralph Zabitsky, manufacturier, de la cité de Westmount, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les incorporer sous le nom de "Young Israel of Montreal" avec le pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières; pour garder les registres des actes d'état civil; et pour exercer tous autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes telles autres fins.

Montréal, le 30 août 1944.

Le procureur des requérants,
IRWIN A. FRANKEL.

20 est, rue St-Jacques,
Montréal, P. Q.

7175-35-4

Application to Legislature

Notice is hereby given that Saul Carolin, merchant; Jack Filler, electrical contractor; Hyman Halickman, manufacturer; Jacob Isaac Kraminer, manufacturer; Jacob Margulis, merchant; Joseph Victor Richler, merchant; Max Rosen, merchant; Joseph Rosenblatt, merchant; Max Routtenberg, merchant; Abraham Yancovitch, merchant; all of the City and District of Montreal; and Jacob Blanshay, manufacturer; Samuel Solomon Drazin, gentleman; Isidore Jacob Charness, advocate; Max Garmaise, notary; Max Greenberg, merchant; Harry Naimer, merchant; Issie Rohr, merchant; Abraham Rosen, pharmacist; and William Schechter, manufacturer; all of the City of Outremont, District of Montreal; and Ralph Zabitsky, manufacturer, of the City of Westmount, District of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Young Israel of Montreal" with power to acquire and possess moveable and immoveable property; to keep registers for acts of civil status; and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, August 30, 1944.

IRWIN A. FRANKEL,
Attorney for Petitioners.

20 St. James Street East,
Montreal, P.Q.

7175-35-4-o

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Compton, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Isidore-d'Auckland" et que son principal siège d'affaires est à St-Isidore d'Auckland, comté de Compton.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'août 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

7205-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Compton, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Isidore d'Auckland" and that its principal place of business is at St-Isidore d'Auckland, county of Compton.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-ninth day of August, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

7205

Département de l'Instruction publique

Avis est donné que le comité protestant du conseil de l'instruction publique, par une résolution en date du 23 juin 1944, a adopté des dispositions en vue de l'érection et de la constitution en corporation de dix-huit commissions scolaires centrales conformément à la division I, article 1 de la Loi 8 George VI, chapitre 15, et que les noms de ces commissions avec ensemble les commissions scolaires locales comprises dans le territoire et la façon dont les membres sont nommés, sont comme suit:

Commission du comté d'Argenteuil et du district électoral de Deux-Montagnes

Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de la ville de Lachute (Prot.).

Department of Education

Notice is given that the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, by a resolution dated June 23rd, 1944, has made provision for the erection and incorporation of eighteen Central School Boards in accordance with division I, section 1, of the law 8 George VI, chapter 15, and that the names of these boards, together with the local school boards comprised in the territory and the manner of appointing the members are as follows:

Argenteuil and Electoral District of Two Mountains County Board

Two members shall be appointed by resolution of the school commissioners of Lachute Town (Prot.)

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Canton Morin, Arundel, Harrington N° 2 et Montcalm.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Mille Isles Nos 1, 2 et 3, Wentworth, Gore, St-Canute, Grande Fresnière, St-Eustache, St-Augustin, St-Scholastique, Dunany, Côte St-Gabriel (comté de Terrebonne) et Chatham N° 2.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Grenville N° 1, Grenville N° 2, Grenville N° 3, Chatham N° 1, Carillon, Centreville, Harrington N° 1, Pointe Fortune et St-Andrew's Est.

Commission du comté de Bonaventure

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des commissaires d'écoles ou syndics de Canton Cox et Bonaventure.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Port Daniel Est, Port Daniel Centre, Port Daniel Ouest, St-Godfroi, Shigawake Centre, Paspébiac.

Deux membres seront élus par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: New-Richmond, St-Charles de Caplan, Grand Caspédia et Maria; un membre doit et deux peuvent être de la municipalité scolaire de New-Richmond.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Shoolbred, Mann, Restigouche, Broadlands, Sillarsville, Matapédia et St-Laurent de Matapédia.

Commission du comté de Brôme

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles du village de Knowlton.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles du village de Sutton Flat.

Un représentant sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des cantons de East Bolton et Potton.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des cantons de Brôme et Sutton.

Un représentant sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Eastman, des cantons de village Foster et West Bolton.

Commission du comté de Chambly

Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de St-Lambert.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles des cité et paroisse de Longueuil.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles de Greenfield Park.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics de: Pinhurst et Greenfield Est, St-Hubert, (Prot.), St-Bruno (diss.), Chambly-Richelieu.

Commission des comtés de Châteauguay et Beauharnois

Un membre sera nommé par une résolution des syndics d'écoles de Salaberry de Valleyfield.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Morin Canton, Arundel, Harrington No. 2 and Montcalm.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Mille Isles Nos. 1, 2 and 3, Wentworth, Gore, St. Canute, Grande Fresnière, St. Eustache, St. Augustin, St. Scholastique, Dunany, Côte St. Gabriel (County Terrebonne) and Chatham No. 2.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Grenville No. 1, Grenville No. 2, Grenville No. 3, Chatham No. 1, Carillon, Centreville, Harrington No. 1, Point Fortune and St. Andrew's East.

Bonaventure County Board

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of school commissioners or trustees of Cox Canton and Bonaventure.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Port Daniel East, Port Daniel Centre, Port Daniel West, St. Godfroi, Shigawake Centre, Paspébiac.

Two members shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: New Richmond, St. Charles de Caplan, Grand Caspédia and Maria; one member must, and two may, be from the school municipality of New Richmond.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Shoolbred, Mann, Restigouche, Broadlands, Sillarsville, Matapédia and St. Laurent de Matapédia.

Brome County Board

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Knowlton Village.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Sutton Flat Village.

One representative shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of East Bolton and Potton Townships.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of Brome and Sutton Townships.

One representative shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Eastman, Foster Village and West Bolton Townships.

Chambly County Board

Two members shall be appointed by resolution of the school commissioners of St. Lambert.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Longueuil City and Parish.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Greenfield Park.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of: Pinhurst and East Greenfield, St. Hubert, (Prot.), St. Bruno (diss.), Chambly-Richelieu.

Chateauguay and Beauharnois County Board

One member shall be appointed by resolution of the school trustees of Salaberry de Valleyfield.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles du village d'Ormstown.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles de Howick.

Deux membres seront élus par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Châteauguay, St-Clément, St-Louis de Gonzague, St-Urbain Premier, St-Jean Chrysostôme No 2.

Commission du comté de Compton

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Scotstown, Hampden, Lingwick et Milan.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Cookshire, East Angus, Westbury, Dudley et Marbleton.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Waterville, village Compton, canton Compton, Bulwer et Eaton.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Island Brook et Bury.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: East Clifton et Sawyerville, Canton Clifton et Clifton.

Commission du comté de Gaspé

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des commissaires d'écoles du village de Gaspé.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Gaspé-Baie-Nord, Seal Rock, Fontenelle, Grande Grève et Roseville.

Deux membres seront élus par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics de: York, Gaspé-Baie-Sud, Douglastown, L'Anse à Brillant et Haldimand.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Percé, St-Pierre-de-Malbaie, Edmonds, Red Head, Barachois et Cap d'Espoir.

Commission du comté de Gatineau et la cité de Hull

Deux membres seront nommés par une résolution de la commission protestante des syndics d'écoles de la cité de Hull.

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des syndics d'écoles d'Aylmer.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Cantley, canton de Hull, St-Etienne de Chelsea et Eardley.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: LaPêche Masham, Low Sud, Bowman et Denholm, Wakefield Nord, Wakefield, Vallée Gatineau, St-Joseph de Wakefield, Aylwin No 1, Aylwin No 2, Aumond, Kensington, Maniwaki, Northfield Centre, Northfield et Wright, Alleyn (comté de Pontiac) et Cawood (comté de Pontiac).

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Ormstown Village.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Howick.

Two members shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Châteauguay, St. Clement, St. Louis de Gonzague, St. Urbain Premier, St. Jean Chrysostôme No. 2.

Compton County Board

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Scotstown, Hampden, Lingwick and Milan.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Cookshire, East Angus, Westbury, Dudley and Marbleton.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Waterville, Compton Village, Compton Township, Bulwer and Eaton.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Island Brook and Bury.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: East Clifton and Sawyerville, Clifton Township and Clifton.

Gaspé County Board

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of school commissioners of Gaspé Village.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Gaspé Bay North, Seal Rock, Fontenelle, Grande Grève and Roseville.

Two members shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of: York, Gaspé Bay South, Douglastown, L'Anse à Brillant and Haldimand.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Percé, St. Pierre-de-Malbaie, Edmonds, Red Head, Barachois and Cap d'Espoir.

Gatineau and City of Hull County Board

Two members shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of the City of Hull.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of School Trustees of Aylmer.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Cantley, Hull Township, St. Etienne de Chelsea and Eardley.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: LaPêche, Masham, Low South, Bowman and Denholm, Wakefield North, Wakefield, Vallée Gatineau, St. Joseph de Wakefield, Aylwin No. 1, Aylwin No. 2, Aumond, Kensington, Maniwaki, Northfield Centre, Northfield and Wright, Alleyn (Pontiac County) and Cawood (Pontiac County).

Commission du comté de Huntingdon

Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de Huntingdon.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles de Hinchinbrook.

Un membre sera élu par les délégués des commissaires d'écoles de Dundee et Hemmingford.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Elgin, St-Anicet N° 1, Havelock, Franklin et St-Bernard de Lacolle.

Commission du comté de Mégantic

Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de Coleraine et Thetford (Prot.).

Deux membres seront élus par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Inverness, Maple Grove, St-Ferdinand de Halifax Sud et St-Pierre Baptiste. De ces membres un doit et les deux peuvent appartenir à la municipalité scolaire de Inverness.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Leeds-Sud et Ireland Nord.

Commission du comté de Missisquoi

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des commissaires d'écoles de Cowansville.

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des commissaires d'écoles de Bedford.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de Cowansville et Bedford.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles de: St-Ignace de Stanbridge, canton Dunham, village de Dunham, Frelighsburg, village de Sweetsburg, Stanbridge-Est, et Farnham-Est et par les syndics d'écoles de Farnham.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: St-Armand Ouest, village de Philipsburg, St-Thomas (Noyon) et St-George de Clarenceville.

Commission du comté de Papineau

Deux membres seront élus par les délégués des commissions protestantes des syndics d'écoles de: village de Buckingham, canton Buckingham. Un de ces membres doit et les deux peuvent être de la municipalité scolaire du village de Buckingham.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Namur, St-Valérie de Ponsonby, St-Rémi d'Amherst, St-Angélique, St-Sixte.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Lochaber, Mulgrave et Derry, Portland Ouest et High Falls.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des syndics d'écoles de: Templeton-Est, Templeton-Nord et Templeton-Ouest.

Commission du comté de Pontiac

Deux membres seront nommés par une résolution des commissaires d'écoles de Clarendon.

Huntingdon County Board

Two members shall be appointed by resolution of the school commissioners of Huntingdon.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Hinchinbrook.

One member shall be elected by delegates of the school commissioners of Dundee and Hemmingford.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Elgin, St. Anicet No. 1, Havelock, Franklin and St. Bernard de Lacolle.

Mégantic County Board

Two members shall be appointed by resolution of the school commissioners of Coleraine and Thetford (Prot.).

Two members shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Inverness, Maple Grove, St. Ferdinand de Halifax South and St. Pierre Baptiste. Of these members one must, and both may, be of the school municipality of Inverness.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Leeds South and Ireland North.

Missisquoi County Board

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of school commissioners of Cowansville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of school commissioners of Bedford.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of Cowansville and Bedford.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of: St. Ignace de Stanbridge, Dunham Township, Dunham Village, Frelighsburg, Village of Sweetsburg, Stanbridge East and East Farnham and by the school trustees of Farnham.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: St. Armand West, Philipsburg Village, St. Thomas (Noyon) and St. George de Clarenceville.

Papineau County Board

Two members shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school trustees of: Buckingham Village, Buckingham Canton. One of these members must, and both may, be from the school municipality of Buckingham Village.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Namur, St. Valérie de Ponsonby, St. Remi d'Amherst, St. Angélique, St. Sixte.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Lochaber, Mulgrave and Derry, Portland West and High Falls.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school trustees of: Templeton East, Templeton North and Templeton West.

Pontiac County Board

Two members shall be appointed by resolution of the school commissioners of Clarendon.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Waltham (diss.), Mansfield (diss.), Mansfield-Sud, London, Campbell's Bay, Calumet (diss.), Portage-du-Fort et Lower Litchfield.

Une membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Thorne, Leslie, Aldfield (diss.), Onslow-Nord (diss.), et Onslow-Centre.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Bristol, Onslow, Onslow-Sud et Quyon.

Commission du comté de Lévis et de la cité de Québec

Trois membres seront nommés par une résolution de la commission scolaire protestante de la cité de Québec.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires ou syndics des municipalités scolaires de: Chaudière, cité de Lévis, St-Romuald, St-Colomb-de-Sillery, Ste-Foye, St-Sauveur et village de Lorette.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: St-Dunstan, Beauport (diss.), Mill Hill, St-Gabriel-Est, St-Gabriel-Ouest, Stoneham et Valley.

Commission des comtés de Richmond, Drummond et Arthabaska

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de: Richmond et du village Melbourne.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Bromptonville, Windsor et Brompton, village Kingsbury et canton Melbourne.

Un membre sera nommé par les syndics de la commission scolaire de la cité de Drummondville.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Asbestos (Prot.), Danville, Tingwick et Kingsey Falls.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Shipton, St-Félix-de-Kingsey, canton Durham, St-Fulgence de Durham-Sud (diss.), et St-Pierre de Durham.

Commission du comté de Shefford

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles de Granby.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles de Waterloo.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles des municipalités scolaires de Granby et Waterloo.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Stukely-Sud, canton Shefford, Ely-Nord et Ely-Sud.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Roxton Pond, St-Joachim, St-Paul d'Abbotsford (Rouville), St-Pudentienne et canton Granby.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Waltham, (diss.), Mansfield (diss.), Mansfield South, London, Campbell's Bay, Calumet (diss.), Portage-du-Fort and Lower Litchfield.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Thorne, Leslie, Aldfield (diss.), Onslow North (diss.) and Onslow Centre.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Bristol, Onslow South and Quyon.

Levis and City of Quebec County Board

Three members shall be appointed by resolution of the Protestant School Board of the City of Quebec.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Chaudière, Levis City, St. Romuald, St. Colomb de Sillery, St. Foy, St. Sauveur and Lorette Village.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: St. Dunstan, Beauport (diss.), Mill Hill, St. Gabriel East, St. Gabriel West, Stoneham and Valley.

Richmond, Drummond and Arthabaska County Board

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of: Richmond and Melbourne Village.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Bromptonville, Windsor and Brompton, Kingsbury Village and Melbourne Township.

One member shall be appointed by the Protestant Board of school trustees of the City of Drummondville.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Asbestos (Prot.), Danville, Tingwick and Kingsey Falls.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Shipton, St. Felix de Kingsey, Durham Canton, St. Fulgence de South Durham (diss.) and St. Pierre de Durham.

Shefford County Board

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Granby.

One member shall be appointed by resolution of the school commissioners of Waterloo.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners of the school municipalities of Granby and Waterloo.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Stukely South, Shefford Township, Ely North and Ely South.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Roxton Pond, St. Joachim, St. Paul d'Abbotsford (Rouville), St. Pudentienne and Granby Township.

Commission du comté de Sherbrooke

Deux membres seront nommés par une résolution de la commission scolaire protestante de la cité de Sherbrooke.

Un membre sera nommé par une résolution de la commission scolaire protestante de Lennoxville.

Un membre sera nommé par une résolution des commissaires d'écoles protestantes d'Ascot.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Ascot Corner et St-Elie d'Orford.

Commission du comté de Stanstead

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Ayer's Cliff, canton Stanstead, et Ste-Catherine de Hatley.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Coaticook, Barnston, Barford et Dixville.

Un membre sera nommé par une résolution de la commission protestante des commissaires d'écoles de Magog, canton Magog et Orford (Cherry River District).

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: Rock Island, village Stanstead et Beebe Plain.

Un membre sera élu par les délégués des commissions protestantes des commissaires d'écoles ou syndics des municipalités scolaires de: North Hatley, Hatley, Hatley-Ouest et village de Hatley.

Une commission scolaire centrale ainsi proposée pourra être maintenant érigée lorsque la majorité des commissions scolaires locales concernées auront présenté des requêtes en faveur de cette érection au surintendant de l'instruction publique.

Québec, le 1er septembre 1944.

Le surintendant,

7206

VICTOR DORÉ. 7206-o

Sherbrooke County Board

Two members shall be appointed by resolution of the Protestant School Board of the City of Sherbrooke.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant School Board of Lennoxville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant school commissioners of Ascot.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Ascot Corner and St. Elie d'Orford.

Stanstead County Board

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Ayer's Cliff, Stanstead Township and St. Catherine de Hatley.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Coaticook, Barnston, Barford and Dixville.

One member shall be appointed by resolution of the Protestant Board of school commissioners of Magog, Magog Township and Orford (Cherry River District).

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: Rock Island, Stanstead Village and Beebe Plain.

One member shall be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of: North Hatley, Hatley, Hatley West and Hatley Village.

Any Central School Board so proposed may now be erected when the majority of the local school boards concerned have delivered petitions in favour thereof to the Superintendent of Education.

Quebec, September 1, 1944.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

Examens du Barreau—Bar Examinations**BARREAU DE RICHELIEU. — BAR OF RICHELIEU.**

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bousquet.....	Richard.....	23	St-Hyacinthe.....	Séminaire de St-Hyacinthe.
Landry.....	Marcel.....	20	Belœil.....	Séminaire de l'Assomption et Séminaire de Joliette.

Sorel, le 28 août 1944.—Sorel, August 28th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu,

FRANÇOIS CORON,

Secretary of the Bar of Richelieu.

BARREAU DE QUÉBEC. — BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Leahy.....	Jean.....	19	Québec.....	Collège Garnier.

Québec, le 26 août 1944.—Quebec, August 26th, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

7145-35-2-o

BARREAU DE QUÉBEC. — BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Laroche.....	Louis.....	20	Québec.....	Séminaire de Québec.

Québec, le 1er septembre 1944.—Quebec, September 1st, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

7199-36-2-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Roger Marchand, notaire, demeurant à St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et pratiquant à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de monsieur Napoléon-P. Lapierre, en son vivant notaire, qui exerçait à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger Marchand, notary, residing at St-Basile-le-Grand, county of Chambly, and practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Napoléon-P. Lapierre, in his lifetime notary, practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu.

Québec, le 1er septembre 1944.

Quebec, September 1st, 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7200-36-5-o JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
7200-36-5 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Tenders

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
POINTE-GATINEAU

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
POINTE-GATINEAU

Avis public est par le présent donné, que des soumissions pour l'achat de 28 obligations municipales de \$500.00 chacune, seront reçues par le soussigné, jusqu'à samedi le 16 septembre 1944.

Public notice is hereby given that tenders for the purchase of 28 municipal bonds of \$500.00 each, will be received by the undersigned until Saturday, September 16, 1944.

Ce renouvellement d'obligations est dûment autorisé par le Département des Affaires Municipales de Québec.

The issue of these bonds is duly authorized by the Department of Municipal Affairs of Quebec.

Ces obligations datées du 1er juillet 1944, portent intérêt au taux de 3½% par année, payable semi-annuellement le 1er janvier et le 1er juillet.

These bonds, dated July 1, 1944, are bearing interest at the rate of 3½% per annum, payable semi-annually, January 1 and July 1.

Le premier paiement sur ces obligations deviendra dû le 1er juillet 1946 et le dernier, le 1er juillet 1954.

The first payment on these bonds will become due July 1, 1946 and the last, July 1, 1954.

Les soumissionnaires devront spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Daté à Pointe-Gatineau, ce 25e jour d'août 1944.

Le secrétaire-trésorier,
YVES FORTIN.
7146-35-2-0

Tenderers must specify, whether or not the accrued interests are included in the price of the tender.

The municipal council does not obligate itself to accept the highest or any of the tenders.

Dated at Pointe-Gatineau, this 25th day of August, 1944.

YVES FORTIN,
Secretary-treasurer.
7146-35-2-0

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Nicolet, dans le district de Nicolet, le 31 juillet 1944, dans une cause dans laquelle Gérard Béliveau, commis de Banque, domicilié et résidant à St-Wenceslas, district de Nicolet, était demandeur et dans laquelle Dame Anna Rivard, veuve d'Emmanuel Champagne, ci-devant domiciliée à St-Wenceslas, district de Nicolet, actuellement de lieu inconnu, était défenderesse, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

1.—Un terrain ou emplacement situé dans le village de la paroisse de St-Wenceslas, dans le septième rang du canton d'Aston, étant le lot de terre numéro soixante-onze (71) du cadastre du comté de Nicolet pour ladite paroisse de St-Wenceslas, du contenu de cinquante pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées; borné en front par le chemin public dudit rang et en profondeur par Pierre Bergeron, au nord-est par Antoine Ricard et au sud-ouest par Pierre Bergeron.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures, a.m., devant le Prothonotaire de cette Cour, au bureau du Prothonotaire au Palais de Justice de Nicolet, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Nicolet, ce 29 août 1944.

Les Procureurs du demandeur,
GAUDET & VIGEANT.
7168-35-2-0

Sale by Licitiation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Nicolet, in the district of Nicolet, the 31st July, 1944, in a case wherein Gérard Béliveau, bank clerk, domiciled and residing at St-Wenceslas, district of Nicolet, was plaintiff and wherein Dame Anna Rivard, widow of Emmanuel Champagne, heretofore domiciled at St-Wenceslas, district of Nicolet, now of parts unknown, was defendant, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit:

1.—A lot of land or emplacement situate in the village of the parish of St-Wenceslas, in the seventh range of the township of Aston, being the lot of land number seventy-one (71) of the cadastre of the county of Nicolet for the said parish of St-Wenceslas, measuring fifty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, more or less, with all the buildings thereon erected; bounded in front by the public road of the said range and in depth by Pierre Bergeron, on the Northeast by Antoine Ricard and on the Southwest by Pierre Bergeron.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on THURSDAY the FIFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and forty-four, at TEN o'clock in the forenoon before the Prothonotary of the said Court, in the office of the Prothonotary at the Court House of Nicolet, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication, and failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Nicolet, August 29th, 1944.

GAUDET & VIGEANT,
Attorneys for Plaintiff.
7168-35-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

KAMOURASKA

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
N° 14997 { WILLIE PLOURDE, proprié-
taire de taxi, de la Cité de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

Superior Court.—District of Kamouraska.
No. 14997 { WILLIE PLOURDE, taxi
owner, of the city of Rivière

Rivière du Loup, demandeur; vs ALFRED LEBEL, de St-Honoré, défendeur.

Le lot de terre numéro quinze (15) du rang dix (10) du canton Armand, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Honoré.

Le shérif,
Bureau du Shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière du Loup, 15 août 1944. 7056-33-2-o
[Première publication, 19 août 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME ANGÉLINA
N° 223238 } GRENIER, veuve de
Hector Pelletier, es-nom et es-qualité, Deman-
deresse; vs XAVIER GUSTAVE SCHMIDT,
Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hamelin (autrefois McKenzie) en la cité de Montréal, composé des lots numéros trois cent dix-huit, trois cent dix-neuf et trois cent vingt (318, 319 et 320) tous de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, mesurant chacun 25 pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé aussi d'une lisière de terre faisant partie du lot numéro trois cent seize de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-quatre des mêmes plan et livre de renvoi officiels et située en arrière desdits lots, cette lisière de terre ou dite partie de lot mesurant 7 pieds et 6 pouces par soixante-quinze pieds, étant la largeur des trois lots susdits et bornée comme suit: au sud-ouest par les trois lots ci-haut décrits et sur les trois autres côtés par le résidu de ladite subdivision 316, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Cousineau, daté le 2 juin 1944.

Le shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 16 août 1944. 7057-33-2-o
[Première publication, 19 août 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 826/42 } contre ULDÉRIC LAN-
GEVIN, de Notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Uldéric Patry, en son vivant de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La partie sud-ouest du lot N° 1652 (mille six cent cinquante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Boisseau, mesurant 20.5 pieds plus ou moins de largeur sur la ligne qui la sépare du lot 1636 et de la rue Boisseau, par une profondeur de 64.5 pieds plus ou moins sur la ligne de division du lot 1651 et de la partie

du Loup, plaintiff; vs ALFRED LEBEL, of St-Honoré, defendant.

The lot of land number fifteen (15) of range ten (10) of the Township Armand—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of St-Honoré.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office,
Rivière du Loup, August 15th, 1944. 7056-33-2
[First publication, August 19th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S.C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME ANGÉLINA
No. 223238 } GRENIER, widow of
Hector Pelletier, es-nom et es-qualité, plaintiff;
vs XAVIER GUSTAVE SCHMIDT, defendant.

An emplacement fronting on Hamelin street (heretofore McKenzie) of the city of Montreal, composed of lots numbers three hundred and eighteen, three hundred and nineteen and three hundred and twenty (318, 319 and 320) all of the subdivision of original lot number one hundred and sixty-four (164) of the official plan and in the book of reference of the Parish of Sault au Récollet, each measuring 25 feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure and more or less, and composed also of a strip of land forming part of lot number three hundred and sixteen of the subdivision of original lot number one hundred and sixty-four of the same official plan and book of reference and situate in rear of said lots, this strip of land or said part of lot measuring 7 feet and 6 inches by seventy-five feet, being the width of the three aforesaid lots and bounded as follows: on the Southwest by the three lots above described and on the three other sides by the residue of said subdivision 316, the whole English measure and more or less, and with buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Cousineau, dated June 2nd, 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montreal, August 16th, 1944. 7057-33-2
[First publication, August 19th, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 826/42 } against ULDÉRIC LAN-
GEVIN, of Our City of Québec, in Our district of Québec, in his quality of Curator to the Estate of the late Uldéric Patry, in his lifetime of Our city of Québec, in Our district of Québec, to wit:

The Southwest part of lot No. 1652 (one thousand six hundred and fifty-two) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Boisseau street, measuring 20.5 feet, more or less, in width, in the line which divides it from lot 1636 and from Boisseau street, by a depth of 64.5 feet, more or less, in the division line of lot 1651 and of the

est du lot 1652, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette aux servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes. Sujette à une rente foncière de \$3.00 payable le 29 juin de chaque année à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 23 août 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 26 août 1944] 7118-34-2-o
[Deuxième publication, 9 septembre 1944]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 3145/39 { contre JAMES CON-
NELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CON-
NELLY, STEVEN CONNELLY, tous de notre
Cité de Québec, dans notre district de Québec,
à savoir:

La demie de la partie nord-est du lot N° 2351 (deux mille trois cent cinquante et un) du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement mesurant 15 pieds de front sur la rue Champlain, par la profondeur entre la rue Champlain et le Cap, bornée au nord-est par la Veuve Harding ou représentants, au sud-ouest par Mme John Gibbin ou représentants, au sud par la rue Champlain et au nord par le Cap, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 5 septembre 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication: 9 septembre 1944] 7204-36-2-o
[Deuxième publication: 23 septembre 1944]

East part of lot 1652—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to active or passive, apparent or unapparent servitudes. Subject to a ground rent of \$3.00 payable on the 29th of June of each year to "l'Hôtel-Dieu de Québec".

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, August 23rd, 1944. Sheriff.
[First publication, August 26th, 1944] 7118-34-2
[Second publication, September 9th, 1944]

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: { THE CITY OF QUÉBEC;
No. 3145/39 { against JAMES CON-
NELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CON-
NELLY, STEVEN CONNELLY, all of our
City of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

The half of the North East Part of lot No. 2351 (two thousand three hundred and fifty-one) of the official cadastre of Champlain ward, of the City of Quebec, being an emplacement measuring 15 feet in front on Champlain street, by the depth between Champlain street and the Cape, bounded on North East by the Widow Harding or representatives, on the South West by Mrs. John Gibbin or representatives, on the South by Champlain street and on the North by Cape, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Québec, September 5th, 1944. Sheriff.
[First publication: September 9th, 1944] 7204-36-2-o
[Second publication: September 23rd, 1944]

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'Industrie de la Fabrication du Métal en feuille, établi en exécution du décret numéro 3174, du 16 août 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3384 du 6 septembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1944. 7208-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Services municipaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, established under Decree number 3174, of August 16, 1944, and whose corporate seat is situated in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 3384 of September 6, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1944. 7208-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the constitution and by-laws of the Municipal Services' Joint Committee of Sherbrooke, established under Decree number 3039, of August

3039, du 1er août 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3385 du 6 septembre 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1944. 7211-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des Services municipaux de Joliette, à l'effet de modifier le décret numéro 1544 du 9 mai 1944, relatif aux employés municipaux de la cité de Joliette, de la façon suivante:

On demande:

1. Que le paragraphe "c" de l'article IV soit radié.
2. Que l'article VI soit radié et remplacé par le suivant:

"VI.—Heures de travail:—a.—Toute semaine de travail devra être de quarante-huit (48) heures et une journée de travail devra être de huit (8) heures.

b.—Pour tout travail supplémentaire après ces huit heures, tous les employés régis par le présent décret, sauf les pompiers, les constables et les employés du système hydraulique, auront droit au paiement de salaire et demi.

c.—Tout travail exécuté les dimanches, les jours de fêtes religieuses d'obligation, le jour de la St-Jean-Baptiste et le jour de la Fête du Travail, sera également rémunéré au taux de salaire et demi, si ce travail est jugé urgent et essentiel."

3. Que l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"VIII.—Vacances:—a.—Tous les employés permanents de plus d'un an de services ont droit, chaque année, à deux semaines de vacances payées.

b.—Tous les employés non permanents qui ont plus de deux mille (2000) heures de travail à leur crédit dans l'année précédente ont droit à une semaine de vacances payées."

Durant les trente (30) jours, à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 9 septembre 1944. 7210-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de l'aluminium d'Arvida, établi en exécution du décret numéro 2881, du 21 octobre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3386, du 6 septembre 1944, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations de l'employeur professionnel et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1st, 1944, and whose corporate seat is situated in the City of Sherbrooke, have been approved by Order-in-Council number 3385 of September 6, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 9, 1944. 7211-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Municipal Services' Parity Committee of Joliette has presented to him a petition to modify decree number 1544 of May 9, 1944, relating to the Municipal Employees of the City of Joliette, in the following manner:

It is requested:

1.—That subsection "c" of section IV be stricken off.
2.—That section VI be stricken off and replaced by the following:

"VI.—Working hours:—a.—The work week shall be of forty-eight (48) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours.

b.—All employees governed by the present decree, firemen, constables and hydraulic system employees excepted, shall be paid time and one half for all overtime work done after these eight (8) hours.

c.—All work performed on Sundays, Religious Holidays, St-Jean Baptiste Day and Labour Day shall also be paid at the rate of time and one half, if such work is deemed urgent and essential."

3.—That section VIII be replaced by the following:

"VIII.—Vacations:—a.—All permanent employees having more than one year of service shall be entitled, each year, to a vacation of two weeks, with pay.

b.—All non-permanent employees having more than two thousands (2000) hours of labour during the preceding year shall be entitled to a vacation of one week, with pay."

During the thirty (30) days following the date of publication of this notice, the Honorable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 9th, 1944. 7210-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Aluminum Industry of Arvida, formed under decree number 2881, of October 21, 1937, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3386, of September 6, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employer and the employees governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. *Cotisation*

La cotisation est imposée pour faire face aux dépenses de toute l'année 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) L'employeur professionnel assujéti au décret doit verser au comité paritaire un montant de \$0.10 par année pour chacun des employés dont les noms apparaissent sur sa liste de paye.

b) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire un montant de \$0.10 par année chacun.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses activités financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida, est annexé à la présente requête, pour la période comprise entre le 1er janvier 1944 et le 31 décembre 1944.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM D'ARVIDA

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1944 et le 31 décembre 1944.

Recettes:—

a) Cotisations estimées de l'employeur professionnel pendant quatre mois basées sur un pourcentage n'excédant pas 10c par année par salarié.....	\$ 950.00
b) Cotisations estimées des salariés pendant quatre mois basées sur un pourcentage n'excédant pas 10c par année par salarié.....	950.00
	<u>\$ 1,900.00</u>

Dépenses:—

Loyer du bureau.....	\$ 60.00
Frais de voyage des membres.....	100.00
Frais généraux.....	1,200.00
Frais légaux.....	100.00
Papeterie et fournitures de bureau.....	50.00
Vérification des livres.....	40.00
Frais d'assurance re: Police-garantie.....	10.00
Divers.....	340.00
	<u>\$ 1,900.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1944. 7215-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal,

1. *Assessments*

The levy is imposed to meet the expenses of the entire year 1944; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employer subject to the decree shall pay to the Parity Committee an amount of \$0.10 per year for every employee whose name appears on his payroll.

b) Every employee subject to the said decree shall pay to the Parity Committee an amount of \$0.10 per year.

2. *Mode of collection*

The professional employer shall deduct from the wages of every one of his employees the amounts owed to the Parity Committee and shall transmit them to the said Committee together with the assessments payable by himself.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall transmit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Aluminum Industry of Arvida, for the period between January 1, 1944, and December 31, 1944, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE ALUMINUM INDUSTRY OF ARVIDA

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1944, and December 31, 1944.

Receipts:—

a) Estimate of assessments of the professional employer for four months, based on a percentage of not more than \$0.10 per year, per employee.....	\$ 950.00
b) Estimate of assessments of the employees, for four months, based on a percentage of not more than \$0.10 per employee, per year.....	950.00
	<u>\$ 1,900.00</u>

Expenses:—

Office rent.....	\$ 60.00
Travelling expenses of members.....	100.00
General expenses.....	1,200.00
Legal charges.....	100.00
Stationery and office equipment.....	50.00
Audition.....	40.00
Insurance: Fidelity bond.....	10.00
Miscellaneous.....	340.00
	<u>\$ 1,900.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1944. 7215-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, whose corporate seat is in Montreal,

établi en exécution du décret numéro 3174, du 16 août 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3387 du 6 septembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 19 août 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

(a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3174 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par ledit décret.

(b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 3174 doivent également payer au comité paritaire $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire minimum fixé dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

(c) Les salariés régis par le décret numéro 3174 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1944, 31 mars et 30 juin 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 19 août 1945.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE

655, Immeuble New Birks
Montréal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication

established under decree number 3174 of the 16th of August, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3387, of September 6, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned :

Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette*, until August 19th, 1945, and apply as hereinafter mentioned :

(a) The professional employers governed by Decree number 3174 shall pay to the parity committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

(b) All the artisans subject to decree number 3174 must also pay to the parity committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the minimum wages fixed in the decree for the lowest remunerated journeyman in their respective trade.

(c) The employees governed by the said Decree number 3174 shall pay to the parity committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the parity committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the parity committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the parity committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the parity committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the parity committee. This committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report together with levies shall be sent to the parity committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the parity committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1944, March 31st and June 30th, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending August 19th, 1945.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY

655 New Birks Building
Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal

du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 3174.

Fabricating Industry for the administration of Decree No. 3174.

Période du 1er septembre 1944 au 19 août 1945

Period from September 1st, 1944, to August 19th, 1945

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels	\$ 5,000.00
Cotisations des salariés	5,000.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Déboursés:

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$400.00 par mois)	\$ 4,800.00
Auditeur	175.00
Secrétaire-trésorier	300.00
Frais légaux	1,200.00
Impression et papeterie	345.00
Frais de déplacement	1,000.00
Divers et dépenses imprévues	300.00
Jetons de présence	1,080.00
Dépenses générales et dépenses de bureau	800.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1944. 7214-0

Receipts:

Levies from professional employers	\$ 5,000.00
Levies from employees	5,000.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

Disbursements:

Building Materials Joint Committee (services at \$400.00 per month)	\$ 4,800.00
Auditor	175.00
Secretary-Treasurer	300.00
Legal Expenses	1,200.00
Printing & Stationery	345.00
Traveling Expenses	1,000.00
Unforeseen expenses and sundries	300.00
Attendance fees	1,080.00
Office expenses and miscellaneous	800.00
	<u>\$ 10,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1944. 7214-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1847, du 10 septembre 1938, relatif au métier de boulanger dans la ville de Granby et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, de la façon suivante:

Il est demandé:

1° Que "La Boulangerie Davignon" et "La Boulangerie Idéale" soient radiées de la liste des parties contractantes de deuxième part.

2° Que "La Boulangerie Massé, 112, Champlain, Granby" soit acceptée comme partie contractante de deuxième part.

3° Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III.—*Taux de salaires:—a.*—Les taux minima de salaires hebdomadaires suivants doivent être payés dans chacune des catégories ci-après mentionnées:

Catégorie A: comprenant les boulangeries employant deux (2) hommes:

1er homme	\$25.00
2ième homme	20.00

Dans le cas où le deuxième homme est considéré comme un apprenti selon le présent décret, il doit être payé suivant l'échelle des salaires des apprentis (*Catégorie D*).

Catégorie B: comprenant les boulangeries employant trois (3) hommes:

1er boulanger	\$28.00
2ième boulanger	22.00

Catégorie C: comprenant les boulangeries employant quatre (4) hommes et plus:

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry Industry of Granby has presented to him a request to modify decree number 1847, of September 10, 1938, relating to the baking trade in Granby and within a radius of five (5) miles from its limits, in the following manner:

It is requested:

1. That "La Boulangerie Davignon" and La "Boulangerie Idéale" be deleted from the list of contracting parties of the second part.

2. That "La Boulangerie Massé, 112, Champlain, Granby" be accepted as a contracting party of the second part.

3. That section III be replaced by the following:

"III.—*Rates of wages:—a.*—The following weekly minimum rates of wages shall be paid in each of the categories hereinafter mentioned:

Category A: comprising the bakeries employing two (2) men:

1st man	\$25.00
2nd man	20.00

Should the second man be considered as an apprentice according to the present decree he shall be paid according to the scale of wages of the apprentices (*Category D*).

Category B: comprising the bakeries employing three (3) men:

1st baker	\$28.00
2nd baker	22.00

Category C: comprising the bakeries employing four (4) men and more:

1er boulanger.....	\$30.00
2ième boulanger.....	20.00
3ième boulanger.....	18.00

Catégorie D: comprenant les apprentis, qu'ils soient boulangers, biscuitiers ou pâtisseries:

1er semestre.....	\$10.00
2ième semestre.....	12.00
2ième année.....	14.00
3ième année.....	16.00
4ième année.....	18.00

Pour ce qui a trait aux salaires, l'employeur devra tenir compte des années d'apprentissage faites dans une boulangerie par un nouvel employé comme boulanger, biscuitier ou distributeur de pain, ou pâtisseries, sur présentation d'un certificat de l'ancien patron, qui sera obligé de lui fournir ce certificat. Le nouvel employé est aussi tenu de présenter ce certificat à son nouveau patron.

Catégorie E: comprenant les distributeurs de pain:

Salaires hebdomadaire de.....	\$18.00
-------------------------------	---------

Catégorie F: comprenant les distributeurs de gâteaux et autres pâtisseries:

Salaires hebdomadaire de.....	\$16.00
-------------------------------	---------

Pour les fins d'application du présent décret, est considéré comme vendeur ou distributeur de pâtisseries, tout employé dont la spécialité est la vente ou la distribution de pâtisseries.

Catégorie G: comprenant les pâtisseries et biscuitiers:

1er pâtissier.....	\$22.00
2ième pâtissier.....	18.00
1er biscuitier.....	20.00

Un enveloppeur et contrôleur de pain, travaillant de jour ou de nuit, à droit à un salaire d'au moins \$20.00 par semaine.

Catégorie H: comprenant les "jobbers" ou colporteurs de pain ou de pâtisseries, c'est-à-dire ceux qui vendent du pain, des gâteaux ou toutes autres pâtisseries au pourcentage ou autrement; leur salaire doit être d'au moins \$18.00 par semaine, déduction faite des dépenses occasionnées par la livraison de leurs marchandises par automobile, camion ou voiture à traction animale et du salaire payé à leurs aides.

Au cas où ils ne feraient pas de salaire, l'employeur doit payer la différence entre le salaire gagné et celui fixé à l'alinéa précédent.

Catégorie I: comprenant la main-d'œuvre féminine:

1er semestre.....	\$0.18 l'heure
2ième semestre.....	0.20 "
Après un an.....	0.26 "

Catégorie J: comprenant les employés de bureau:

Premier commis.....	\$18.00
Deuxième commis.....	16.00
Comptable.....	22.00

Catégorie K: comprenant les hommes d'entretien:

Hommes d'entretien.....	\$14.00
-------------------------	---------

b.—*Salaires supérieurs:*—Il est stipulé et convenu que les salaires ou commissions actuellement supérieurs à ceux stipulés dans le présent décret ne devront pas être réduits au cours de l'existence dudit décret.

c.—L'employé en charge d'une livraison de pain, de gâteaux et de pâtisseries, qu'elle soit faite en voiture à traction animale ou en camion ou de toute autre manière possible, sera considéré

1st baker.....	\$30.00
2nd baker.....	20.00
3rd baker.....	18.00

Category D: comprising the apprentices, (bakers, biscuits-bakers or pastry-cooks):

First six months.....	\$10.00
Second six months.....	12.00
2nd year.....	14.00
3rd year.....	16.00
4th year.....	18.00

With regard to wages, the employer shall consider the years of apprenticeship made in another bakery by a new employee as baker, biscuit-baker, or distributor of bread or pastries, on the presentation of a certificate from the former employer, who shall be obliged to furnish the said certificate. The new employee shall also be obliged to show such certificate to his new employer.

Category E: comprising the distributors of bread:

Weekly salary.....	\$18.00
--------------------	---------

Category F: comprising the distributors of cakes and other pastries:

Weekly salary.....	\$16.00
--------------------	---------

For the purposes of enforcement of the present decree, any employee specializing in the sale or distribution of pastry shall be considered as seller or distributor of pastry.

Category G: comprising the pastry-cooks and biscuit-bakers:

1st pastry-cook.....	\$22.00
2nd pastry-cook.....	18.00
1st biscuit-baker.....	20.00

A loaves packer and checker doing day or night work shall be entitled to a weekly minimum wages of at least \$20.00.

Category H: comprising the jobbers or pedlars of bread or pastry, i.e., those who sell bread, cakes or any other pastry on a percentage basis or otherwise; their minimum wages shall be at least \$18.00 per week after deduction of the expenses occasioned by the delivery of goods by automobile, truck or horse drawn vehicle, and of the wages of their helpers.

Should such wage not be earned, the employer shall pay the difference between the wages made and the one fixed by the preceding paragraph.

Category I: comprising female help:

First six months.....	\$ 0.18 per hour
2nd six months.....	0.20 " "
After one year.....	0.26 " "

Category J: comprising office employees:

First clerk.....	\$18.00
Second clerk.....	16.00
Accountant.....	22.00

Category K: comprising maintenance men:

Maintenance men.....	\$14.00
----------------------	---------

b.—*Higher salaries:*—It is stipulated and agreed that the wages or commissions actually higher than these stipulated in the present decree shall not be reduced during the existence of the said decree.

c.—The employee in charge of the delivery of bread, cake and pastry, whether it be made by a horse drawn vehicle, a truck or in any other possible manner, shall be considered as first man

comme premier homme sur cette voiture et devra retirer le salaire mentionné dans le présent article.

d.—Lorsqu'il y a deux (2) vendeurs sur la même voiture ou camion, l'employé en charge de cette livraison sera l'homme responsable et en retour retirera le premier salaire; le deuxième homme ne sera qu'un assistant et n'aura droit qu'au salaire mentionné au paragraphe "e" du même article.

e.—Le deuxième employé sur une livraison a droit au salaire hebdomadaire suivant:

Premier semestre.....	\$ 9.00
Après le premier semestre.....	10.00
Inspecteur sur voiture.....	25.00

f.—Tout employé supplémentaire travaillant à l'intérieur moins de trente (30) heures par semaine doit recevoir au moins \$0.40 de l'heure.

g.—Tout employé remplaçant dans ses fonctions, temporairement ou permanentement, un autre employé dont le salaire est supérieur, devra toucher le salaire de l'employé qu'il remplace.

h.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

i.—Le salaire de l'employé du magasin Racine est de \$14.00 par semaine."

4° Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—*Durée du travail*:—Le semaine de travail sera de soixante (60) heures pour les hommes et les jeunes gens et de cinquante-cinq (55) heures pour la main d'œuvre féminine."

5° Que le paragraphe "a" de l'article VI soit radié.

6° Que les mots "le Vendredi-Saint" sont ajoutés aux jours de fêtes chômées mentionnés dans le paragraphe "g" de l'article VI.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 septembre 1944. 7209-0

on that vehicle and shall be paid the wages mentioned in the present section.

d.—When there are two (2) sellers on the same vehicle or truck, the employee in charge of that delivery shall be held responsible and receive the first salary; the second man shall be the assistant and shall receive only the wages mentioned in subsection "e" of the same section.

e.—The second employee on a delivery shall receive the following weekly wages:

First six months.....	\$ 9.00
After the first six months.....	10.00
Delivery Inspector.....	25.00

f.—Any extra employee working less than 30 hours per week in the bakery shall receive at least \$0.40 per hour.

g.—Any employee replacing in his functions temporarily or permanently, another employee whose salary is higher, shall receive the salary of the employee he is replacing.

h.—Any overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

i.—The wages of the employee of Racine's store is \$14.00 per week."

4. That section IV be replaced by the following:

"IV.—*Duration of work*:—The working week shall be sixty (60) hours for men and young men and fifty-five (55) hours for female help."

5. That subsection "a" of section VI be deleted.

6. That the words "Good Friday" be added to the feast days kept as holidays mentioned in subsection "g" of section VI.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 9, 1944. 7209-0

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3365

Québec, le 1er septembre 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Syndicat des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc., et l'Union catholique des compagnons barbiers de Québec, inc., ont conjointement présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Québec, inc.;

Order in Council

ORDER-IN-COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3365

Quebec, September 1, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the barber and male and female hairdresser trades in the district of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), "Le Syndicat des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc.," and "L'Union catholique des compagnons barbiers de Québec, inc.," have jointly presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Québec, inc.;"

Et, D'AUTRE PART:

L'Union catholique des Compagnons Barbiers de Québec, inc.; pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 17 juin 1944;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que le Conseil régional du Travail a approuvé, par décisions rendues à ses séances des 9 et 27 juin, 11 et 14 août 1944, les changements proposés dans ladite requête, en ce qui concerne les conditions de salaires et le plan de vacances payées;

Attendu que les maîtres-barbiers assujettis au décret numéro 1652, du 28 juin 1941, et amendements, ont reçu en date du 24 août de l'Officier des Services de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, l'avis qu'ils auront le droit d'augmenter de \$0.05 leur prix pour la coupe des cheveux des adultes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 17 juin 1944.

I.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale couverte par le présent décret est divisée de la façon suivante:

Zone I.—La cité de Québec, la ville de Québec-Ouest et les municipalités suivantes: St-Colomb de Sillery, Sainte-Foye, Petite-Rivière, Charlesbourg et Giffard.

Zone II.—La cité de Lévis et le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites ainsi que le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles des limites de la cité de Québec, à l'exception des municipalités appartenant à la zone I.

Zone III.—La ville de Thetford-Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone IV.—La cité de la Rivière-du-Loup et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone V.—La ville de Montmagny et le territoire compris dans un rayon de quatre (4) milles de ses limites.

II.—*Jurisdiction professionnelle*.—La juridiction professionnelle du présent décret s'applique à toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations définies dans l'article III du présent décret.

III.—*Définitions*.—Pour les fins du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Le mot "barbier" désigne toute personne qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraî-

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union catholique des Compagnons Barbiers de Québec, inc.;" for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of June 17, 1944;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishment of conditions of work in the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas, as regards the publication of notices, the provisions of the Act have been duly observed;

Whereas objections have been presented against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the Regional War Labour Board has approved, by decisions taken at its meetings of June 9 and 27, and of August 11 and 14, 1944, the changes proposed in the said request regarding wages and the plan for holidays with pay;

Whereas the master barbers subject to decree number 1652, of June 28, 1941, and amendments, have received, on the 24th of August, notice from the Officer of Services of the Wartime Prices and Trade Board that they will have the right to raise, by \$0.05, their price of haircuts for adults;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions replacing the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, on June 17, 1944.

I.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of the present decree is divided in the following manner:

Zone I.—The City of Québec, the town of Québec West, and the following municipalities: Saint-Colomb de Sillery, Sainte-Foye, Petite-Rivière, Charlesbourg and Giffard.

Zone II.—The City of Lévis and the territory included in a radius of twenty-five (25) miles from its limits, as well as the territory included in a radius of twenty-five (25) miles from the limits of the City of Québec, excepting the municipalities belonging to zone I.

Zone III.—The City of Thetford-Mines and the territory included in a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone IV.—The City of Rivière-du-Loup and the territory included in a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone V.—The town of Montmagny and the territory included in a radius of four (4) miles from its limits.

II.—*Professional jurisdiction*.—The professional jurisdiction of the present decree applies to all persons who perform one or more of the operations defined in section III of the present decree.

III.—*Definitions*.—For the purposes of the present decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a.—The word "barber" means any person who shaves, clips, cuts, fixes, trims and singes the

chit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b.—Les mots "coiffeur" ou "coiffeuse" désignent toute personne qui:

i.—exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de décolorer ou de teindre les cheveux ou qui traite le cuir chevelu;

ii.—fait, transforme ou ajuste des perruques ou des toupets;

iii.—au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles ou glaise, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage et le cou.

Note:—Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse peuvent également donner des massages exclusivement faciaux.

c.—Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

d.—Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté", désignent tout endroit où l'on pratique les métiers de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers.

e.—Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse seule et pour son propre bénéfice.

f.—Les mots "ondulation permanente" désignent la cuite du cheveu accompagnée ou non d'une ondulation à l'eau.

g.—Le mot "manucure" désigne toute personne qui s'occupe du soin des mains et des ongles.

h.—Le mot "employeur" désigne toute personne qui tient un salon de barbier, de coiffure ou de beauté et qui retient, pour l'exécution des opérations relevant de ces métiers, les services d'au moins un employé-barbier ou un employé-coiffeur. Lorsque l'employeur exerce lui-même le métier, il est sujet aux dispositions du décret et doit être considéré pour toutes fins du décret comme un employé régulier.

i.—Le mot "compagnon" désigne toute personne ayant les qualifications voulues pour exercer les métiers de barbier et de coiffeur.

j.—Les mots "employé régulier" désignent tout compagnon embauché d'une façon permanente par un employeur pour exercer le métier de barbier ou de coiffeur dans l'établissement de ce dernier.

k.—Les mots "employé remplaçant" désignent tout compagnon embauché pour remplacer un employeur, un artisan ou un employé régulier.

l.—Les mots "employé temporaire ou surnuméraire" désignent tout compagnon embauché de façon intermittente pour exercer le métier de barbier ou de coiffeur.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX BARBIERS

IV.—Salaires minima:—Employés réguliers:—

a.—Dans les zones I et III, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$20.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$29.00 par semaine.

b.—Dans la zone II, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$17.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$26.00 par semaine.

c.—1.—Dans la zone IV, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$12.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$22.00 par semaine.

hair, cleans the head by way of shampooing, gives face, skin, hand, hair or scalp treatments.

b.—The words "hairdresser" (male or female) mean any person who:

i.—trims, curls, waves, weaves, singes, dresses, discolors or dyes the hair, or who gives scalp treatments;

ii.—makes, changes or fits wigs or hair tufts;

iii.—by means of manipulation or with some device or with cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, cleans, stimulates, shakes, embellishes or treats in some similar way, the face and neck.

Note:—The barber, the male or female hairdresser may also give massages which are exclusively facial.

c.—The word "apprentice" means any person who learns the barber, hairdresser or female hairdresser trades, as defined in subsections "a" and "b" of the present section.

d.—The words "barber shop", "hairdressing parlor", "beauty parlor", mean any place where the barber, male or female hairdresser trades are practised and any place where the apprenticeship for such trades is made.

e.—The word "artisan" means any person who practises the barber, male or female hairdresser trades, alone, and for his own benefit.

f.—The words "permanent wave" mean the heating of the hair with or without a water wave.

g.—The word "manicure" means any person who treats the hands and nails.

h.—The word "employer" means any person, operating a barber shop, a hairdressing or beauty parlor and who hires, for the rendering of the services pertaining to the trades hereby governed, at least one employee—barber or hairdresser. When the employer himself practises the trade, he is subject to the provisions of the decree and shall be considered, for all purposes of the decree, as a regular employee.

i.—The word "journeyman" means any person who has the competency required to carry on the barber and hairdresser trades.

j.—The words "regular employee" mean any journeyman hired permanently by an employer to carry on the barber or hairdresser trades in the latter's establishment.

k.—The word "substitute" means any journeyman hired to replace an employer, an artisan or a regular employee.

l.—The words "occasional hand" mean any journeyman hired irregularly to carry on the barber or hairdresser trades.

PROVISIONS CONCERNING BARBERS

IV.—Minimum wages:—Regular employees:—

a.—In zones I and III, the minimum wage rate for a regular employee is \$20.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$29.00 per week.

b.—In zone II, the minimum wage rate of a regular employee is \$17.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$26.00 per week.

c.—1.—In zone IV, the minimum wage rate of a regular employee is \$12.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$22.00 per week.

2.—Dans la zone V, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$14.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$23.00 par semaine.

d.—Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi dans la zone à laquelle il appartient, a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de \$9.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

e.—Employé remplaçant:—L'employé remplaçant est payé au taux du salaire régulier et au prorata du nombre d'heures de travail.

f.—Employés surnuméraires:—Les employés surnuméraires ont droit à un salaire quotidien de \$4.00 dans les zones I et III et de \$3.00 dans les zones II, IV et V à l'exception du samedi et des veilles de fêtes chômées alors qu'ils doivent recevoir \$4.00.

g.—Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, un employeur professionnel pourra employer un compagnon-barbier pour le remplacer lui-même ou pour remplacer un autre compagnon à son emploi et ce, au taux régulier de salaire et au prorata du nombre d'heures de travail.

h.—Le compagnon-barbier employé temporairement a droit, en plus de son salaire, à une commission de 60% sur tout montant des recettes de son travail dépassant le double du salaire ainsi gagné.

i.—Un salarié temporaire ou surnuméraire ne peut être embauché moins que deux (2) jours chaque semaine, excepté dans les cas prévus au paragraphe "g" du présent article.

j.—Si, du consentement mutuel de l'employeur et de l'employé régulier, le congé hebdomadaire est supprimé, l'employé doit recevoir \$0.50 de l'heure pour ce travail supplémentaire. Toutefois, les recettes enregistrées par l'employé régulier pendant cette période peuvent être déduites des recettes totales de son travail de la semaine lui donnant droit à la commission.

V.—Heures de travail dans les salons de barbier:

a.—La durée hebdomadaire de travail est la suivante pour toutes les catégories de salariés:

Zone I:—Cinquante-quatre heures et demie (54½) réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Les samedis et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone II:—Soixante-deux (62) heures, réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Zone III:—Cinquante-quatre heures et demie (54½), réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Les samedis et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Zone IV:—Cinquante-neuf (59) heures, réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les samedis et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Zone V:—Soixante-trois (63) heures, réparties de la façon suivante:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 4.00 p.m.;

2.—In zone V, the minimum wage rate of a regular employee is \$14.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$23.00 per week.

d.—Notwithstanding the provisions of the preceding subsections, a regular employee receiving a weekly salary that is higher than the minimum established in the zone to which he belongs, is entitled to the commission calculated on the receipts of his work exceeding by more than \$9.00 the weekly salary that he receives.

e.—Substitutes:—Substitutes are paid the regular wage rate and proportionately to the number of hours of work.

f.—Occasional hands:—Occasional hands are entitled to a daily wage of \$4.00 in zones I and III, and a daily wage of \$3.00 in zones II, IV, and V excepting Saturdays and the eves of holidays when they shall receive \$4.00.

g.—Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, a professional employer may employ a journeyman-barber to replace him or another journeyman in his employ, and this, at regular wage rates and at the prorata of the number of hours or work.

h.—The journeyman-barber employed temporarily is entitled, in excess of his wages, to a commission of 60% on any amount of the receipts of his work exceeding twice the amount of the wages so earned.

i.—An occasional hand cannot be hired for less than two (2) days each week, except in the cases provided for in subsection "g" of the present section.

j.—When, upon mutual consent of the employer and the regular employee, the weekly holiday has been cancelled, the employee shall receive \$0.50 per hour for such overtime work. However, the receipts made by the regular employee during that period may be deducted from the total receipts of his week work entitling him to the commission.

V.—Working hours in barber shops:—

a.—The weekly duration of labour shall be as follows for all categories of employees:

Zone I:—Fifty-four hours and a half (54½), distributed in the following manner:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Zone II:—Sixty-two (62) hours, as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

On Friday, Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

Zone III:—Fifty-four and a half (54½) hours, distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Zone IV:—Fifty-nine (59) hours, distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

On Saturday and on holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

Zone V:—Sixty-three (63) hours, distributed as follows:

On Monday: from 8.00 a.m. to 4.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi;—de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.;

Les samedis et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b.—Le travail demandé par les clients entrés dans le salon avant la fin des périodes de travail ci-haut déterminées peut être exécuté.

c.—Une heure doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une heure pour le repas du soir quand le travail se termine à 8.00 p.m. ou plus tard.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX COIFFEURS ET COIFFEUSES

VI.—Salaires minima:—Employés réguliers:—

a.—Coiffeurs:—1.—Dans les zones I et III, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$20.00 par semaine, plus 20% des recettes de son travail au-delà de \$30.00 par semaine.

2.—Dans la zone II, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$17.00 par semaine, plus 20% des recettes de son travail au-delà de \$27.00 par semaine.

3.—i.—Dans la zone IV, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$12.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail excédant \$22.00 par semaine.

ii.—Dans la zone V, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$14.00 par semaine, plus 20% des recettes de son travail au-delà de \$24.00 par semaine.

4.—Nonobstant les dispositions des trois alinéas précédents, un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi dans la zone à laquelle il appartient, a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de \$10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

5.—Les employés surnuméraires ont droit à un salaire quotidien de \$4.00 dans les zones I et III, et de \$3.00 dans les zones II, IV et V, à l'exception du samedi et des veilles de fêtes chômées, alors qu'ils doivent recevoir \$4.00. De plus, ces employés ont droit à une commission de 20% sur les recettes de leur travail dépassant le double du salaire par eux gagné.

b.—Coiffeuse:—1.—Dans toute la juridiction territoriale du présent décret, le salaire minimum d'une employée régulière est de \$12.00 par semaine plus 10% des recettes de son travail au-delà de \$20.00 par semaine.

2.—Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, une employée régulière recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi, soit \$12.00, a droit à la commission de 10% sur les recettes de son travail excédant le double du salaire hebdomadaire qu'elle reçoit.

3.—Les employées surnuméraires ont droit à un salaire de \$0.30 de l'heure et à une commission de 10% sur les recettes de leur travail dépassant le double du salaire par elles gagné.

4.—Au moins trois (3) heures de salaire doivent être payées pour chaque appel et si une employée surnuméraire est obligée d'attendre dans l'établissement, elle doit être rémunérée pour le temps d'attente.

5.—Nonobstant les dispositions précédentes, dans la zone IV, le salaire minimum d'une employée régulière est de \$10.00 par semaine, plus 10% des recettes de son travail au-delà de \$15.00 par semaine.

VII.—Heures de travail dans les salons de coiffure et de beauté:—

On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.30 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 8.30 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b.—Work requested by customers who have entered the shop before the end of the periods of work established hereinabove may be carried out.

c.—One hour shall be given to employees for the noon meal, and one hour for the evening meal, when work stops at 8.00 p.m. or later.

PROVISIONS RELATING TO MALE AND FEMALE HAIRDRESSERS

VI.—Minimum wages:—Regular employees:—

a.—Male hairdressers:—1.—In Zones I and III, the minimum wages of a regular employee is \$20.00 per week, plus 20% of the receipts of his work exceeding \$30.00 per week.

2.—In zone II, the minimum wages of a regular employee is \$17.00 per week, plus 20% of the receipts of his work exceeding \$27.00 per week.

3.—i.—In zone IV, the minimum wages of a regular employee is \$12.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding \$22.00 per week.

ii.—In zone V, the minimum wages of a regular employee is \$14.00 per week, plus 20% of the receipts of his work exceeding \$24.00 per week.

4.—Notwithstanding the provisions of the three preceding paragraphs, a regular employee receiving a weekly salary higher than the minimum established in the zone to which he belongs, is entitled to the commission calculated on the receipt of his work exceeding by more than \$10.00 the weekly salary that he receives.

5.—Occasional hands are entitled to a daily wage of \$4.00 in zones I and III, and of \$3.00 in zones II, IV, and V, except on Saturdays and holidays eves, on which days they shall receive \$4.00. Moreover, these employees are entitled to a commission of 20% of the receipts of their work exceeding twice the amount of the wages earned by them.

b.—Female hairdressers:—1.—Throughout the territorial jurisdiction of the present decree, the minimum of a regular female employee is \$12.00 per week plus 10% of the receipts of her work exceeding \$20.00 per week.

2.—Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, a regular female employee receiving a weekly salary that is higher than the minimum established, say \$12.00, is entitled to the commission of 10% on the receipts of her work exceeding twice the amount of the weekly salary which she receives.

3.—Occasional hands (female) are entitled to a salary of \$0.30 per hour and to a commission of 10% of the receipts of their work exceeding twice the amount of the wages earned by them.

4.—At least three hours' time shall be paid for each call, and if a female occasional hand is obliged to wait in the establishment, she shall be paid for the time she has to wait.

5.—Notwithstanding the preceding provisions, in zone IV, the minimum wage of a regular employee (female) is \$10.00 per week, plus 10% of the receipts of her work exceeding \$15.00 per week.

VII.—Hours of labour in beauty and hairdressing parlors:—

a.—La durée hebdomadaire de travail pour toutes les catégories d'employés est de quarante-huit (48) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Cependant, dans la zone V, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

b.—Tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures par semaine est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux du salaire régulier; toutefois, la durée hebdomadaire du travail ne doit pas excéder cinquante-cinq (55) heures.

c.—Nonobstant les dispositions du paragraphe "a" du présent article, durant les mois de mai, juin et juillet, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m. le mercredi soir.

d.—La veille des jours de fête chômés énumérés à l'article XI du présent décret, quand ces jours ne tombent pas un lundi, les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 9.00 p.m.

e.—Le travail commencé avant la fin des périodes de travail ci-haut déterminées peut être terminé. Toutefois, la durée de ce travail ne doit pas dépasser une (1) heure, laquelle ne peut être considérée comme du travail supplémentaire.

a.—The weekly duration of labour for all categories of employees is forty-eight (48) hours distributed in the following manner:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Saturday: from 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;

On Friday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, in zone V, working hours are distributed as follows:

On Monday, Wednesday, and Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

On Tuesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

b.—Any work performed in excess of forty-eight (48) hours in any one week is considered as overtime and must be paid for at regular rates; however, the weekly duration of labour shall not exceed fifty-five (55) hours.

c.—Notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, during the months of May, June and July, work may be performed until 9.00 p.m. on Wednesday evening.

d.—On the eve of the holidays mentioned in section XI of the present decree, when these days are not Mondays, work may be performed until 9.00 p.m.

e.—Work started before the end of the working periods determined hereinabove may be terminated. However, the duration of such work must not exceed one (1) hour, and cannot be considered as overtime.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL ET LES CONDITIONS DE SALAIRES

VIII.—a.—Tout employé, travaillant durant les heures supplémentaires, a droit à une rémunération additionnelle proportionnelle au taux du salaire régulier et au nombre d'heures de travail supplémentaire fournies. Les recettes du travail supplémentaire ne sont pas exclues du calcul de la commission.

b.—Aux semaines comportant une fête chômée, les salariés doivent recevoir leur salaire au complet.

c.—Le salaire et la commission doivent être payés, chaque semaine, en monnaie légale.

d.—Le pourboire est la propriété exclusive de l'employé.

e.—Les heures de travail doivent être réparties suivant l'heure légale en vigueur dans chacune des municipalités tombant sous la juridiction du présent décret, c'est-à-dire que dans les municipalités où le conseil municipal a décrété l'avance de l'heure pour une certaine période de l'année, voire pour toute l'année, l'heure ainsi avancée devient l'heure légale pour l'application du présent décret.

Remarque:—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets faits sous son autorité ou aux règlements établis par les municipalités compétentes.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING WAGES AND THE DURATION OF LABOUR

VIII.—a.—Every employee, working during extra hours, is entitled to additional pay proportional to the regular wage rate and to the number of extra hours of work put in. The receipts of overtime work are not excluded when calculating the employee's commission.

b.—Employees shall receive their full weekly pay for weeks in which there is a holiday.

c.—The salary and the commission shall be paid, every week, in current money.

d.—Tips are the employee's exclusive property.

e.—The working hours shall be distributed according to the civil time in force in each of the municipalities coming under the jurisdiction of the present decree, that is to say that in municipalities in which the municipal council has adopted Daylight Saving Time for a certain period of the year, or even for the entire year, the said Saving Time becomes civil time for the application of the present decree.

Remark:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors, shall in no case constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority, or of the regulations established by the competent municipalities.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONGÉS ET AUX JOURS CHÔMÉS

IX.—Vacances payées:—a.—Tout employé, dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté, a droit à six (6) jours consécutifs de vacances payées, par année, pourvu que cet employé ait travaillé durant une année complète pour un

PROVISIONS CONCERNING HOLIDAYS AND DAYS OFF

IX.—Vacation with pay:—a.—Every employee, in barber shops, hairdressing or beauty parlors, is entitled, per year, to a vacation of six (6) consecutive days with pay, provided that such employee has worked for an employer during a

employeur et sans interruption, à moins de raisons valables.

b.—Ces vacances doivent être distribuées pendant la période commençant le 1er mai et finissant le 1er décembre.

c.—Mais dans les petits établissements, il est loisible, suivant entente entre l'employeur et l'employé, de prendre ces vacances en deux (2) semaines différentes, à condition que copie de cette entente soit déposée au bureau du comité paritaire pour fins de contrôle.

d.—L'employé doit être avisé sept (7) jours à l'avance par son employeur de la date à laquelle il peut prendre les vacances auxquelles il a droit.

X.—*Congé hebdomadaire*.—Dans les salons de barbier, tout employé a droit à quatre (4) heures consécutives de congé par semaine, le jour dont il conviendra avec son employeur, excepté durant les semaines où dans un salon, un compagnon est en vacances; toutefois, les absences non légitimées ainsi que les retards peuvent être déduits de cette période de congé.

XI.—*Jours de fête chômés*.—a.—Les jours de fête chômés dans tous les salons de barbier, de coiffure ou de beauté régis par le présent décret sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail.

b.—Le congé hebdomadaire des employés barbiers ou coiffeurs n'est pas obligatoire les semaines comportant un jour de fête chômée.

XII.—*Prix minima des services*.—Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

ZONE I

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	\$ 0.40
Les samedi et veilles de fêtes chômées. . .	0.45

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 12 ans:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.25
Les samedi et veilles de fêtes chômées. . .	0.40
Coupe de la barbe—tous les jours	0.20
Manucure	0.50
Teinture des cheveux	3.00
Ondulation permanente	1.50
Ondulation Komol	0.50
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.35
Flambage des cheveux	0.25
Ondulation au papier	0.75
Shampooing	0.35
Shampooing à sec	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Aiguillage de rasoir	0.25
Tonique	0.20
Épilation	0.35
Traitement à l'huile et du cuir chevelu	0.75

ZONE II

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.30
Les samedi et veilles de fêtes chômées. . .	0.40

Coupe de cheveux pour enfants de moins de seize ans:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi	0.15
---	------

whole year, and that the said year has not been interrupted without good reason.

b.—This vacation shall be granted during the period that begins on the first day of May and ends on the first day of December.

c.—However, in small establishments, it is permissible, upon mutual consent of both the employer and employee, to take this vacation in two (2) different weeks, provided that a copy of such agreement be sent to the office of the Parity Committee for supervision purposes.

d.—The employee shall be notified, by his employer, seven (7) days in advance, as to the date on which he may take the vacation to which he is entitled.

X.—*Weekly day off*.—In barber shops, every employee is entitled to a weekly holiday of four (4) consecutive hours off, to be taken on the day he will agree about with his employer, except during the weeks when, in an establishment, a journeyman is on vacation; however, any absence without cause, as well as any lateness, may be deducted from this holiday.

XI.—*Feast days kept as holidays*.—a.—Feast days kept as holidays in all barber shops, hair-dressing and beauty parlors, governed by the present decree shall be as follows: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St-John the Baptist Day and Labour Day.

b.—The weekly holiday of barber or hairdresser employees is not compulsory when a week comprises a feast day kept as a holiday.

XII.—*Minimum prices of services*.—Professional employers and employees shall charge to the public the following minimum prices for the operations mentioned hereunder:

ZONE I

Haircut for adults of both sexes:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.40
On Saturday and holiday eves	0.45

Haircut for children under 12 years of age:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday	0.25
On Saturday and holiday eves	0.40
Shave—any day	0.20
Manicure	0.50
Dyeing of the hair	3.00
Permanent wave	1.50
Komol wave	0.50
Water wave or Marcel wave	0.35
Hair singeing	0.25
Paper wave	0.75
Shampoo	0.35
Dry shampoo	0.25
Massage	0.35
Lotion	0.25
Massage-lotion	0.25
Razor sharpening	0.25
Tonic	0.20
Depilation	0.35
Oil and scalp treatment	0.75

ZONE II

Haircut for adults of both sexes:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.30
On Saturday and holiday eves	0.40

Haircut for children under 16 years of age:

On Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday	0.15
---	------

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.25	On Friday, Saturday and holiday eves...	0.25
Coupe de la barbe.....	0.15	Shave.....	0.15
Manucure.....	0.50	Manicure.....	0.50
Teinture des cheveux.....	3.00	Dyeing of hair.....	3.00
Ondulation permanente.....	1.50	Permanent wave.....	1.50
Ondulation Komol.....	0.50	Komol wave.....	0.50
Ondulation à l'eau ou Marcel.....	0.35	Water or Marcel wave.....	0.35
Flambage des cheveux.....	0.25	Singeing of hair.....	0.25
Ondulation au papier.....	0.75	Paper wave.....	0.75
Shampooing.....	0.35	Shampoo.....	0.35
Shampooing à sec.....	0.25	Dry shampoo.....	0.25
Massage.....	0.35	Massage.....	0.35
Lotion.....	0.25	Lotion.....	0.25
Massage-lotion.....	0.25	Massage-lotion.....	0.25
Aiguillage de rasoir.....	0.25	Razor sharpening.....	0.25
Tonique.....	0.20	Tonic.....	0.20
Épilation.....	0.35	Depilation.....	0.35

ZONE III

ZONE III

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut for adults of both sexes:	
Tous les jours.....	0.40	Every day.....	0.40
Coupe des cheveux pour les enfants en dessous de 16 ans:		Haircut for children under 16:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.20	On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday.....	0.20
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.25	On Friday, Saturday and eve of holidays.....	0.25
Coupe de cheveux pour adultes à domicile.....	0.40	Haircut for adults, at home.....	0.40
Coupe de la barbe tous les jours.....	0.15	Shave—every day.....	0.15
Coupe de la barbe à domicile.....	0.25	Shave—at home.....	0.25
Flambage des cheveux.....	0.15	Singeing of hair.....	0.15
Shampooing ou massage (pour hommes).....	0.35	Shampoo or massage (for men).....	0.35
Lotion.....	0.15	Lotion.....	0.15
Raser le cou.....	0.10	Neck shave.....	0.10
Aiguillage du rasoir.....	0.25	Razor sharpening.....	0.25
Manucure—les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.50	Manicure—on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.50
Les samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.50	On Saturday and holiday eves.....	0.50
Teinture de cheveux.....	3.00	Dyeing of the hair.....	3.00
Ondulation permanente:		Permanent wave:	
Avec ou sans shampooing ou coupe de cheveux.....	2.50	With or without shampoo or haircut.....	2.50
À la frissette, chaque frissette.....	0.25	With curlers, each.....	0.25
Ondulation au Komol et au papier:		Komol and paper wave:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.50	On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.75	On Friday, Saturday and holiday eves.....	0.75
Shampooing ou massage pour dames.....	0.25	Shampoo or massage for ladies.....	0.25
Ondulation à l'eau ou Marcel:		Water or Marcel wave:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.50	On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.60	On Friday, Saturday and holiday eves.....	0.60
Massage Boncilla.....	0.60	Boncilla massage.....	0.60
Lotion ou Tonique.....	0.15	Lotion or tonic.....	0.15
Épilation.....	0.35	Depilation.....	0.35

Note:—Pour tout travail fait à domicile par les coiffeurs, coiffeuses et manucuristes, le prix sera doublé.

Note:—For any work performed at home by hairdressers (male or female) and manicures, prices shall be doubled.

ZONE IV

ZONE IV

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut for adults of both sexes:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.25	On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.25
Les samedi, et veille de fêtes chômées.....	0.35	On Saturday and eve of holidays.....	0.35
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 16 ans:		Haircut for children under 16:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.15	On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday.....	0.15
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.25	On Friday, Saturday and eve of holidays.....	0.25
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes, à domicile.....	0.50	Haircut for adults both sexes, at home.....	0.50
Coupe de la barbe.....	0.15	Shave.....	0.15
Coupe de la barbe à domicile.....	0.50	Shave at home.....	0.50

Flambage des cheveux.....	0.25	Singeing of hair.....	0.25
Shampooing.....	0.40	Shampoo.....	0.40
Shampooing à sec.....	0.25	Dry shampoo.....	0.25
Massage.....	0.40	Massage.....	0.40
Massage-Lotion.....	0.25	Massage-Lotion.....	0.25
Lotion.....	0.25	Lotion.....	0.25
Tonique.....	0.25	Tonic.....	0.25
Aiguillage du rasoir.....	0.25	Razor sharpening.....	0.25
Aiguillage des ciseaux.....	0.15	Scissors sharpening.....	0.15
Ondulation permanente.....	2.50	Permanent wave.....	2.50
Ondulation permanente pour enfants.....	1.50	Permanent wave for children.....	1.50
Ondulation Komol.....	0.50	Komol wave.....	0.50
Ondulation Marcel.....	0.50	Marcel wave.....	0.50
Retouche-Marcel.....	0.25	Marcel wave—after-touch.....	0.25
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire.....	0.65	Water wave with ordinary shampoo.....	0.65
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile.....	1.00	Water wave with oil shampoo.....	1.00
Ondulation à l'eau.....	0.50	Water wave.....	0.50
Ondulation au papier.....	1.00	Paper wave.....	1.00
Épilation des sourcils.....	0.35	Depilation—eyebrows.....	0.35
Traitement à l'huile.....	0.75	Oil treatment.....	0.75
Cheveux sur le cou.....	0.15	Neck shave.....	0.15
Manucure.....	0.50	Manicure.....	0.50

ZONE V

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....

0.30

Les samedi et veilles de fêtes chômées.....

0.40

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 16 ans:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....

0.15

Les samedi et veilles de fêtes chômées.....

0.25

Coupe de cheveux à domicile (en plus du taux régulier).....

0.25

Coupe de la barbe.....

0.15

Coupe de la barbe à domicile.....

0.40

Flambage des cheveux.....

0.15

Shampooing.....

0.25

Shampooing à sec.....

0.25

Massage.....

0.25

Massage-Lotion.....

0.25

Lotion.....

0.15

Tonique.....

0.15

Aiguillage de rasoir.....

0.25

Aiguillage de ciseaux.....

0.15

Ondulation permanente.....

1.50

Ondulation Komol.....

0.50

Ondulation Marcel.....

0.50

Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire.....

0.65

Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile.....

1.00

Ondulation au papier.....

0.75

Ondulation à l'eau.....

0.50

Épilation.....

0.35

Traitement à l'huile.....

0.75

Manucure.....

0.50

Note:—Les taux minima exigibles pour chacune des opérations ci-haut mentionnées doivent être payés au comptant et en monnaie légale.

DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPRENTISSAGE

XIII.—*Apprentissage dans les salons de barbiers:—a.*—La durée de l'apprentissage est de trois (3) ans. Si après une année d'apprentissage, un apprenti doit quitter la profession pour des raisons majeures, il peut, au jugement du comité paritaire, compléter plus tard son apprentissage. S'il quitte la profession avant une année complète d'apprentissage, il est tenu de recommencer ledit apprentissage.

ZONE V

Haircut for adults of both sexes:

On Monday, Tuesday, Wednesday,

Thursday and Friday.....

0.30

On Saturday and eve of holidays.....

0.40

Haircut for children under 16:

On Monday, Tuesday, Wednesday,

Thursday and Friday.....

0.15

On Saturday and eve of holidays.....

0.25

Haircut at home (over regular rates).....

0.25

Shave.....

0.15

Shave at home.....

0.40

Singeing of the hair.....

0.15

Shampoo.....

0.25

Dry shampoo.....

0.25

Massage.....

0.25

Massage-Lotion.....

0.25

Lotion.....

0.15

Tonic.....

0.15

Razor sharpening.....

0.25

Scissors sharpening.....

0.15

Permanent wave.....

1.50

Komol wave.....

0.50

Marcel wave.....

0.50

Water wave with ordinary shampoo.....

0.65

Water wave with oil shampoo.....

1.00

Paper wave.....

0.75

Water wave.....

0.50

Depilation.....

0.35

Oil treatment.....

0.75

Manicure.....

0.50

Note:—The minimum rates for each one of the foregoing operations shall be paid cash and in current money.

PROVISIONS CONCERNING APPRENTICESHIP

XIII.—*Apprenticeship in barber shops:—a.*—The duration of apprenticeship is three (3) years. If, after one year of apprenticeship, an apprentice is obliged to leave off the trade for good reasons, he may, with the permission of the Parity Committee, complete his apprenticeship later. If he leaves the trade before the completion of one year of apprenticeship, he shall be obliged to start the said apprenticeship over again.

b.—1.—Un employeur peut s'assurer les services d'un (1) apprenti pour deux (2) compagnons; dans les salons où il y a cinq (5) chaises, l'employeur a droit à deux (2) apprentis, pourvu que les autres chaises soient sous la charge de compagnons. Il ne doit jamais y avoir plus de deux (2) apprentis dans un salon.

2.—Les apprentis en service au moment de la mise en vigueur du présent décret sont maintenus en fonction, mais ils doivent continuer leur apprentissage suivant les conditions des présentes.

3.—Pour les fins du présent article, l'employeur est considéré comme compagnon, pourvu qu'il exerce son métier.

Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, on ne doit pas tenir compte du ou des fils d'un maître ou artisan barbier, dans le calcul du prorata entre les apprentis et les compagnons.

c.—Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre un apprenti à son emploi, dans la juridiction territoriale du présent décret, s'il n'a pas passé, au préalable, un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le comité paritaire.

d.—Si l'employeur dudit apprenti ne peut plus lui procurer du travail, celui-ci doit se rapporter au comité paritaire qui verra à le transférer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

e.—Cet arrangement n'est que temporaire et ne dure que jusqu'à ce que le premier employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier puisse le reprendre à son emploi. Advenant le cas où le deuxième employeur s'objecterait à remettre ledit apprenti au premier employeur, signataire du contrat avec l'apprenti, ce deuxième employeur devient lié envers l'apprenti aux mêmes obligations que le signataire du contrat.

f.—Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet *ad hoc*, la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

g.—Aucune personne ne peut obtenir un certificat de qualification comme employeur professionnel, employeur, ouvrier qualifié, compagnon, artisan, commis ou salarié, pour travailler seule, en équipe ou en société, sans avoir satisfait au préalable au présent règlement d'apprentissage.

h.—Aucun vendeur de machine propre à exercer le métier ou à exécuter les opérations visées par le présent décret n'est autorisé à se prévaloir du présent règlement d'apprentissage.

i.—Salaires minima des apprentis:—

1.—ZONES I ET III

1ère année.....\$ 5.00 par semaine.
2ième année.....8.00 par semaine.
3ième année.....12.00 par semaine.

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 50% des recettes de son travail dépassant \$22.00 par semaine.

2.—ZONES II, IV ET V

1ère année.....\$ 3.00 par semaine.
2ième année.....7.00 par semaine.
3ième année.....10.00 par semaine.

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 50% des recettes de son travail dépassant \$20.00 par semaine.

b.—1.—An employer may hire one (1) apprentice to each two (2) journeymen; in parlor where there are five (5) chairs, the employer has the right to hire two (2) apprentices, provided journeymen be working on the other chairs. The should never be more than two (2) apprentices in a parlor.

2.—Apprentices already, in service when this decree comes into force are maintained in their post, but they shall have to continue their apprenticeship in conformity with the conditions of the present decree.

3.—For the purposes of the present section, the employer is considered a journeyman, provided he practices his trade.

Notwithstanding the provisions of the present subsection, the son, or sons, of a master-barber or of an artisan-barber shall not be considered so far as the establishing of the prorata between apprentices and journeymen is concerned.

c.—No employer or other person may hire an apprentice, within the territorial jurisdiction of the present decree, if an apprenticeship contract has not been entered into with the latter, his parents or tutors, before the Parity Committee

d.—Should there be lack of work in the parlor employing such apprentice he shall report to the Parity Committee and the said committee shall have the former employed by an employer in a position to give him convenient work.

e.—Such agreement shall be temporary and shall last until the first employer of the apprentice, bound by contract with the latter, may reemploy the said apprentice. Should the second employer object to remit the said apprentice to the first employer, entered into a contract with the apprentice, this second employer shall be bound, towards the apprentice, by the same obligations as the signer of the contract.

f.—In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet *ad hoc* the date of the beginning and of the finishing of the employment of the apprentice. Moreover, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

g.—No one may obtain a certificate of competency as professional employer, employer, skilled worker, journeyman, artisan, clerk or employee, to work alone, in shift or partnership, without first complying with the present apprenticeship regulation.

h.—No salesman of machines made to practise the trade or to perform the operations contemplated by the present decree is authorized to avail himself of the present apprenticeship regulation.

i.—Minimum wages of apprentices:—

1.—ZONES I AND III

1st year.....\$ 5.00 per week.
2nd year.....8.00 per week.
3rd year.....12.00 per week.

Moreover, apprentices receive a commission of 50% of the receipts of their work exceeding \$22.00 per week.

2.—ZONES II, IV AND V

1st year.....\$ 3.00 per week.
2nd year.....7.00 per week.
3rd year.....10.00 per week.

Moreover, apprentices receive a commission of 50% of the receipts of their work exceeding \$20.00 per week.

XIV.—Apprentissage dans les salons de coiffure ou de beauté:—

a.—La durée de l'apprentissage est de deux (2) ans.

b.—Il peut y avoir une ou un apprenti par salon, pourvu que tel salon soit sous la surveillance d'une opératrice expérimentée. Dans les salons où il y a trois (3) opératrices expérimentées, il peut y avoir deux (2) apprentis. Il ne peut y avoir plus de deux (2) apprentis dans un même salon.

c.—Aucune école de coiffure ne peut opérer conjointement avec un salon de coiffure ou un commerce d'accessoires de coiffure.

d.—Toute personne qui exploite un salon de coiffure ou de beauté pour dames ne peut prendre à son emploi un apprenti de l'un ou de l'autre sexe, sans avoir au préalable passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le comité paritaire, suivant les termes et conditions énumérés aux paragraphes "d", "e" et "f" de l'article XIII du présent décret.

e.—*Salaires minima des apprentis:—*Le taux de salaire minimum des apprentis des deux sexes est le suivant dans toute la juridiction territoriale du présent décret:

1^{ère} année. \$ 5.00 par semaine.
2^{ème} année. \$10.00 par semaine.

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant \$20.00 par semaine.

XV.—Dispositions spéciales:—a.—Toute personne désirant commencer l'apprentissage du métier doit avoir seize (16) ans révolus et avoir terminé sa 6^{ème} année du cours primaire.

b.—Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des employés réguliers de leur métier.

c.—L'apprentissage ne peut se faire que dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté et sous la surveillance étroite de l'employeur.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

XVI.—Avis de renvoi:—Tout salarié des deux sexes a droit à un préavis de sept (7) jours quand l'employeur veut le congédier. De même le salarié doit donner un avis couvrant la même période quand il veut quitter le service de son employeur.

XVII.—Logement et pension:—Tout employeur professionnel qui loge ou nourrit un ou plusieurs de ses salariés ne doit pas exiger plus de deux dollars (\$2.00) par semaine pour le gîte et quatre dollars (\$4.00) pour les repas.

XVIII.—Entente pour éluder le présent décret:—Il n'est pas permis aux employeurs et aux employés ou apprentis d'établir entre eux de convention, de quelque nature qu'elle soit, qui ait pour fin d'éluder les dispositions du présent décret, comme par exemple:

i.—la vente d'actions ou d'obligations;

ii.—le louage et le sous-louage d'une ou de plusieurs chaises, de matériel, d'espace dans un salon pour l'exécution d'une ou de plusieurs opérations assujetties au décret;

iii.—toute autre entente qui aurait pour effet de nuire à la mise à exécution des dispositions du décret.

XIX.—Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille

XIV.—Apprenticeship in beauty or hairdressing parlors for ladies:—

a.—The duration of the apprenticeship is two (2) years.

b.—One apprentice may be employed in a parlor provided such parlor be operated under the direction of a skilled operator. In parlors employing three (3) skilled operators, there may be two (2) apprentices. There shall not be more than two (2) apprentices in the same parlor.

c.—No hairdressing school shall operate jointly with a hairdressing parlor or a hairdressing accessory trade.

d.—Any one keeping a ladies' hairdressing or beauty parlor shall not employ an apprentice of either sex without previously entering into an apprenticeship contract with the apprentice, his (or her) parents or tutors, before the Parity Committee, under the terms and conditions prescribed by subsections "d", "e" and "f" of section XIII of the present decree.

e.—*Minimum wages of apprentices:—*The minimum wage rates of apprentices of both sexes shall be as follows throughout the entire territorial jurisdiction of the present decree:

1st year. \$ 5.00 per week.
2nd year. 10.00 per week.

Moreover, apprentices shall receive a commission of 10% of the receipts of their work exceeding \$20.00 per week.

XV.—Special provisions:—a.—Any one who wishes to begin the apprenticeship of the trade must be sixteen (16) years of age, and must have completed the sixth year of the primary course.

b.—The working hours of apprentices are the same as those of regular employees of their trade.

c.—Apprenticeship may be carried on only in barber shops, hairdressing or beauty parlors, and under the strict supervision of the employer.

GENERAL PROVISIONS

XVI.—Notice of discharge:—Every employee of both sexes is entitled to receive a seven days' notice whenever the employer wishes to discharge him (or her). The employee must also give seven days' notice when he (or she) wishes to leave the service of the employer.

XVII.—Board and lodging:—Any professional employer who boards or lodges one or more of his employees shall not charge more than two (2) dollars per week for lodging and four (4) dollars for board.

XVIII.—Agreement to elude the decree:—No employer and employee or apprentice shall have the right to enter into agreements, of any nature whatever, for the purpose of eluding the provisions of the decree, as, for instance:

i.—the sale of bonds or shares;

ii.—the renting or sub-renting of one or more chairs, of material, of space in a shop or parlor for the performance of one or more of the operations subject to the decree.

iii.—any other agreement which would restrain the enforcement of the decree.

XIX.—On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by the present decree, shall remain in office and super-

la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XX.—*Durée du décret*.—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1945. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties aux présentes ne donne un avis à ce contraire aux autres parties, au moins soixante (60) jours avant la date de son expiration ou avant le 1er septembre de toute année subséquente.

7212-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

visé the carrying out of the present decree until a new committee be formed. Such new committee shall succeed to and be vested in all the assets and rights of the former committee and shall assume all the liabilities of the former Committee under the said previous decree.

XX.—*Duration of the decree*.—The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until the 1st of September 1945. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties to the agreement gives to the others notice to the contrary, at least sixty (60) days prior to its expiration or prior to the 1st of September of any subsequent year.

7212-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 36

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Racine vs Larouche..... 1977

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:

3365—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec..... 1994

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1971

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 58 (Formation). 1978
Le Syndicat National de l'Industrie de la Construction de Kénogami Inc. (Formation)..... 1978
Syndicat Catholique et National des Employés en Tissage et Filature de Joliette, Incorporé (Formation)..... 1978

CHARTER—ABANDON DE:

Montreal Light Aeroplane Club Inc..... 1978

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Young Israel of Montreal..... 1979

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Isidore d'Auckland..... 1979

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Érection de commissions scolaires protestantes centrales..... 1979

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Approbation de règlements)..... 1988
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Prélèvement)..... 1990
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Modification)..... 1992

Index of the Quebec Official Gazette, No. 36

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Racine vs Larouche..... 1977

ORDER-IN-COUNCIL:

3365—Barber and male and female hairdresser trades in the district of Quebec. 1994

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1971

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 58 (Formation). 1978
Le Syndicat National de l'Industrie de la Construction de Kénogami Inc. (Formation)..... 1978
Syndicat Catholique et National des Employés en Tissage et Filature de Joliette, Incorporé (Formation)..... 1978

CHARTER—SURRENDER OF:

Montreal Light Aeroplane Club Inc..... 1978

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Young Israel of Montreal..... 1979

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Isidore d'Auckland..... 1979

EDUCATION:

Erection of local protestant school boards 1979

LABOUR:

Joint committee of the sheet metal fabricating industry (Approval of by-laws). 1988
Joint committee of the sheet metal fabricating industry (Levy)..... 1990
Parity committee of the baking and pastry industry of Granby (Modification)..... 1992

Comité paritaire de l'industrie de l'aluminium d'Arvida (Prélèvement).....	1989
Comité paritaire des services municipaux de Joliette (Modification).....	1989
Comité paritaire des services municipaux de Sherbrooke (Approbation de règlements).....	1988

Parity committee of the aluminum industry of Arvida (Levy).....	1989
Municipal services' parity committee of Joliette (Modification).....	1989
Municipal services' parity committee of Sherbrooke (Approval of by-laws)....	1988

EXAMENS DU BARREAU:

Québec: étude du droit.....	1985
Québec: étude du droit.....	1985
Richelieu: étude du droit.....	1984

BAR EXAMINATIONS:

Quebec: study of law.....	1985
Quebec: study of law.....	1985
Richelieu: study of law.....	1984

LETTRES PATENTES:

Air Vent Sheet Metal Inc.....	1972
Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd.....	1973
American Sportswear Inc.....	1973
Cogan Metal Products Ltd.....	1974
Globe Shippers Inc.....	1974
Howard Air Conditioning Limited.....	1974
Lucerne Textiles Novelties Limited.....	1975
Mutual Sportswear Incorporated.....	1975
Pencer Knitting Mills Limited.....	1976
Savoy Drug Ltd.....	1976
Stanley Dress Incorporated.....	1976
Waistcraft Inc.....	1977

LETTERS PATENT:

Air Vent Sheet Metal Inc.....	1972
Air Vent Sheet Metal (Quebec) Ltd.....	1973
American Sportswear Inc.....	1973
Cogan Metal Products Ltd.....	1974
Globe Shippers Inc.....	1974
Howard Air Conditioning Limited.....	1974
Lucerne Textiles Novelties Limited.....	1975
Mutual Sportswear Incorporated.....	1975
Pencer Knitting Mills Limited.....	1976
Savoy Drug Ltd.....	1976
Stanley Dress Incorporated.....	1976
Waistcraft Inc.....	1977

MINUTES DE NOTAIRES:

Marchand, Roger.....	1985
----------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Marchand, Roger.....	1985
----------------------	------

SOUMISSIONS:

Pointe-Gatineau, village.....	1985
-------------------------------	------

TENDERS:

Pointe-Gatineau, village.....	1985
-------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Béliveau vs Rivard.....	1986
-------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Béliveau vs Rivard.....	1986
-------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Kamouraska:

Plourde vs Lebel.....	1986
-----------------------	------

SHERIFFS' SALES:

Kamouraska:

Plourde vs Lebel.....	1986
-----------------------	------

Montréal:

Grenier vs Schmidt.....	1987
-------------------------	------

Montreal:

Grenier vs Schmidt.....	1987
-------------------------	------

Québec:

Cité de Québec vs Connelly <i>et al.</i>	1988
Cité de Québec vs Langevin.....	1987

Quebec:

City of Quebec vs Connelly <i>et al.</i>	1988
City of Quebec vs Langevin.....	1987

7213-0

7213-0